

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	4
Introduction.....	5
1. Description du mandat.....	7
2. Présentation de l'organisation et contexte du mandat.....	9
3. Recension des écrits.....	14
3.1 L'importance de comprendre la culture	14
3.2 Gestion événementielle	16
3.3 Le microcrédit et la microfinance sur le terrain.....	17
4. Démarche	24
4.1 Planification du sommet	24
4.2 Les partenaires	25
4.3 La communication et la communication interculturelle.....	26
5. Le Sommet.....	28
Conclusion	31
Bibliographie	32
Annexes	
Annexe 1 : Modèle comparatif d'Hofstede.....	34
Annexe 2 : Modèle de gestion événementielle	35
Annexe 3 : Organigramme du Sommet Régional du Microcrédit pour l'Afrique et le Moyen-Orient 2010.....	36
Annexe 4 : Comité consultatif régional (Regional Advisory Committee).....	37
Annexe 5 : Comité d'accueil national (National Host Committee)	38
Annexe 6 : Agenda du Sommet Régional du Microcrédit pour l'Afrique et le Moyen-Orient.....	39

Remerciements

Tout d'abord, je tiens à remercier sincèrement toutes les personnes qui m'ont aidée et soutenue dans la réalisation de mon mandat à la Campagne du Sommet du Microcrédit.

Tout particulièrement, je désire remercier Sam Daley-Harris, directeur de la Campagne, qui a su croire en moi et m'a donné l'opportunité de réaliser cette expérience incroyable. Sam possède une grande détermination et passion, ce qui en fait une personne très inspirante de par ses paroles et ses actions. C'est donc un privilège pour moi d'avoir travaillé en sa collaboration. Je tiens également à remercier Lisa Laegreid, directrice adjointe, pour son support constant, sa patience et ses conseils des plus pertinents durant tous les mois précédents la tenue du sommet. Son expérience et sa passion pour le domaine en fait une collègue de travail hors pair.

Merci à vous tous, la fabuleuse équipe de la Campagne avec qui j'ai eu la chance et le plaisir de travailler durant ces mois à la réalisation du Sommet Régional du Microcrédit pour l'Afrique et le Moyen-Orient au Kenya : Sam, Lisa, Jeff, Fabiola, Sabina, Vanessa, Anna et Anne. Merci également à l'équipe d'AMFI pour leur collaboration, en particulier à Dorothy Nyong'o, avec qui ce fut un réel plaisir de collaborer et travailler.

Merci à Emmanuel Nyahoho, mon professeur titulaire, qui m'a mis sur la bonne voie et qui m'a guidé dans la rédaction de mon rapport. Enfin, je tiens également à remercier l'équipe de l'ENAP, pour leur soutien et support continu.

Sincèrement, merci à vous tous!

Introduction

L'année 2005 fut décrétée l'année internationale du microcrédit par les Nations unies. Comme le déclarait le Secrétaire général de l'époque, M. Kofi Annan (International Year of Microcredit 2005, page consultée le 10 juin 2010) :

L'Année Internationale du Microcrédit 2005 souligne l'importance de la microfinance comme partie intégrante de notre effort collectif visant à atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire. L'accès durable au microfinancement contribue à atténuer la pauvreté en générant des revenus, [...] Le grand défi qui se dresse devant nous est d'aborder les contraintes qui font obstacle à la pleine participation des populations au secteur financier.

Au fil des dernières années, le microcrédit a pris de l'importance dans le domaine développement international et puisqu'il se veut un outil d'aide direct aux personnes en favorisant la responsabilisation et l'émergence de l'entrepreneurship. Selon Brigit Helms (2006 ; p. xi) de CGAP¹, « plus de 3 milliards de pauvres souhaitent avoir accès aux services financiers élémentaires essentiels pour faire face aux conditions précaires de leur existence. » Le microcrédit consiste en un prêt d'un petit montant accordé généralement aux personnes ayant de très faibles revenus afin qu'ils puissent pratiquer une activité générant des revenus ou encore créer une petite entreprise. La microfinance, quant à elle, représente un accès de base à un ensemble de services financiers tels l'épargne, les prêts, les services de transferts d'argent et la micro-assurance (CGAP, page consultée le 10 juin 2010).

Située à Washington DC, la Campagne du Sommet du Microcrédit (MCS), de par ses objectifs, aspire à la réalisation du combat contre la pauvreté à travers le monde par l'utilisation du microcrédit. Les sommets annuels organisés par la Campagne visent à rassembler les acteurs oeuvrant dans le domaine de la microfinance afin de promouvoir les meilleures pratiques du domaine et de favoriser le partage des connaissances entre les divers intervenants.

Le présent rapport résulte du stage réalisé à la Campagne du Sommet du Microcrédit. Tout d'abord, le mandat ainsi que le contexte dans lequel il s'insère seront décrits, et ce, afin de bien situer le lecteur. Ensuite, diverses approches conceptuelles seront exposées, ainsi que

¹ Consultative Group to Assist the Poor (CGAP)

la démarche suivie lors de la réalisation du mandat. Enfin, des précisions et recommandations sur le stage seront abordées.

1. Description du mandat

Le mandat de ce stage consista à la planification et à la réalisation du 14^{ième} sommet organisé par la Campagne du Sommet du Microcrédit, soit le Sommet Régional du Microcrédit pour l’Afrique et le Moyen-Orient qui se déroula du 7 au 10 avril 2010 à Nairobi, au Kenya. La période de stage fut du 9 septembre 2009 au 30 avril 2010. Le stage fut réalisé sous la supervision du directeur général de la Campagne, Sam Daley-Harris, et celui-ci travaillait à partir New York, comparativement au reste de l’équipe qui travaillait dans les bureaux situés à Washington, DC ; la communication se faisait donc par téléphone avec le directeur plutôt qu’en personne.

Mon rôle consista à soutenir le directeur dans les différentes étapes de planification du sommet avec comme outil de référence de base le *Manual for Organizing Regional Meetings*, document interne à l’organisation d’une trentaine de pages, servant à l’organisation de sommets régionaux. Il est à noter qu’à mon arrivée à la Campagne, la planification du sommet était en branle depuis plusieurs mois déjà.

La réalisation des sommets aspire au progrès des domaines du microcrédit et de la microfinance, dans chacune des régions du monde, en s’inscrivant dans la poursuite des deux objectifs de la Campagne² et ce, par le rassemblement des divers intervenants du domaine par l’échange de savoir et de connaissances.

Tout comme pour les sommets précédents de la Campagne, la réalisation de ce sommet s’effectua en collaboration avec une organisation locale. L’Association of Microfinance Institutions of Kenya (AMFI) fut donc choisie comme partenaire dans le cadre de ce 14^{ième} sommet. Les principales étapes de planification du sommet³ consista à : construire l’agenda du sommet en choisissant le sujets des diverses sessions (séances plénières, ateliers, cours d’une journée) et les conférenciers invités, planifier la cérémonie d’ouverture et de clôture ainsi que les évènements VIP et de presse.

² Les objectifs seront présentés dans la 3^{ième} partie intitulée *Présentation de l’organisation*

³ Du moment où j’ai commencé à la Campagne, puisqu’il eut bien des étapes avant cela.

Il y a aussi tous les éléments de logistique à planifier en lien avec ces différentes étapes. De façon sommaire, les tâches consistent à coordonner les activités nécessaires à la préparation du sommet avec AMFI, l'organisation partenaire du sommet. Il y avait également un suivi à effectuer avec plusieurs organisations kenyanes concernant les divers aspects de la réalisation du sommet, et enfin, avec les membres du comité consultatif régional, tel qu'il sera explicité ultérieurement dans ce rapport.

2. Présentation de l'organisation et contexte du mandat



La Campagne du Sommet du Microcrédit (MCS) est un projet faisant partie de RESULTS Educational Fund situé à Washington, DC. RESULTS Educational Fund est une organisation à but non lucratif (OBNL) ayant pour mission de créer une volonté des gouvernements à éradiquer la pauvreté aux Etats-Unis et à travers le monde en exerçant une influence sur les gouvernements. La Campagne du Sommet du Microcrédit réalise 4 principaux projets constituant le cœur de la Campagne: le rapport annuel de la Campagne; le mouvement des gens qui franchissent le seuil de 1\$ par jour; le projet de financement des vies plus saines et enfin, les sommets régionaux et globaux.

Le rapport annuel, rédigé par le directeur de la Campagne, consiste en une collection de données, amassées par l'entremise de plans d'action institutionnels que chacun des membres fournit à chaque année, et qui permettent de suivre l'évolution de la microfinance et de ses effets au fil des années et ultimement vérifier l'atteinte des objectifs⁴ de la Campagne. Dans ce rapport, on peut suivre l'évolution des projets de la Campagne et des innovations du domaine de la microfinance en provenance de diverses régions du monde sont également présentées.

Le second projet poursuit l'objectif que 100 millions de familles s'élèvent au-dessus du seuil de 1\$ par jour. Cet objectif ayant été fixé au Sommet d'Halifax en 2006 sera évalué grâce à l'analyse de données recueillies des membres de la Campagne et à l'aide d'outils tel le "Progress out of Poverty Indices (PPI)". Les données ont commencé à être recueillies en 2007 et lors du dernier rapport (2009), il était encore trop tôt pour publier l'analyse qui demande une certaine rigueur dans la collecte et dans la vérification des données, ainsi les premières résultats apparaîtront dans le rapport de 2010.

⁴ Les objectifs de la Campagne seront mentionnés ultérieurement dans cette partie.

Le projet de financement des vies plus saines concerne l'intégration de l'éducation en santé à la microfinance. C'est un projet pilote avec la collaboration de 4 autres organisations⁵, qui fut lancé en 2007 dans le sud de l'Inde. De fait, l'éducation à la santé se veut une composante essentielle afin de pouvoir sortir du cycle de la pauvreté, il va ainsi de pair qu'une compréhension des enjeux tels la nutrition, les soins sanitaires et le virus du SIDA réduira la vulnérabilité des gens. «La Campagne a formé quatre formateurs locaux qui ont à leur tour formé une centaine de travailleurs de terrain de ces organisations. Ceux-ci ont ensuite donné des cours en santé à 15 657 clients sur trois sujets : traitement et prévention du VIH/sida, gestion des maladies infantiles et santé des femmes » (État de la Campagne du Sommet du Microcrédit – Rapport 2009, p.14). En 2009, la Campagne publia en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), un document faisant la promotion de l'intégration de la microfinance et de l'éducation en santé et comment celle-ci peut concourir à aider au combat contre la pauvreté. La Campagne aspire à dupliquer ce modèle novateur à travers le monde et vise pour l'instant 18 pays. Enfin, ce projet a été rendu possible grâce au financement de Johnson & Johnson.

Enfin, le projet sur lequel j'ai eu à travailler est celui de la préparation et de la planification d'un sommet, soit le Sommet Régional du Microcrédit pour l'Afrique et le Moyen-Orient qui se déroula à Nairobi, au Kenya du 7 au 10 avril 2010. Les sommets visent à rassembler praticiens, académiciens, donateurs, institutions financières, organisations non gouvernementales et autres acteurs oeuvrant dans le domaine du microcrédit et de la microfinance afin de promouvoir les meilleures pratiques dans le domaine ; encourager et favoriser le partage des connaissances entre les divers intervenants ; et enfin, œuvrer à l'atteinte des objectifs de la Campagne.

En 1997, lors d'une initiative de la société civile, plus de 2 900 personnes de 137 pays se rassemblèrent pour le premier sommet sur le microcrédit à Washington, D.C. À ce sommet fut lancée une campagne de 9 années, ayant comme objectif que 100 millions des familles les plus pauvres du monde aient accès à des services financiers et accès également au crédit

⁵ Star Microfin Service Society (SMSS), People's Multipurpose Development Society (PMDS), McLevy Institute of Development Services (MIDS) et Pioneer Trad.

afin de créer leurs micro-entreprises. L'objectif fut finalement atteint en novembre 2006, et c'est ainsi que la Campagne lança les nouveaux objectifs à atteindre pour l'an 2015:

- 1) Travailler pour garantir que 175 millions des familles les plus pauvres, notamment les femmes de ces familles, accèdent au crédit qui leur permettront d'exercer une activité indépendante et aussi leur offrir d'autres services financiers et commerciaux d'ici la fin de 2015
- 2) Travailler pour garantir que 100 millions de familles s'élèvent au-dessus du seuil de 1\$ par jour fixé sur la parité du pouvoir d'achat (PPP), entre 1990 et 2015

Les quatre projets de la Campagne mentionnés précédemment concourent ainsi à la poursuite et à l'atteinte de ces deux objectifs. De plus, la Campagne est axé sur quatre thèmes principaux, tel que mentionné :

From 1997 to the present, the Microcredit Summit Campaign has relentlessly pursued its goals, maintaining a steadfast commitment to the Summit's four core themes: 1) reaching the poorest, 2) reaching and empowering women, 3) building financially self-sufficient institutions, and 4) ensuring a positive, measurable impact on the lives of the clients and their families. The Microcredit Summit Campaign is a global effort to restore control to people over their own lives and destinies. (AMERMS, page consultée le 9 juillet 2010)

À chaque année, et ce de façon générale, la Campagne organise un sommet soit régional ou soit global. Les sommets régionaux se divisent entre 3 régions et s'effectuent en alternance dans chacune des régions, soit l'Asie et le Pacifique; l'Amérique Latine et les Caraïbes; et l'Afrique et le Moyen-Orient. Lors de sommet régionaux, les conférenciers en provenance de ces régions sont privilégiés afin de partager les expériences et innovations de cette région. Pour ce qui est des sommets globaux, ils ont lieu aux 4-5 ans à des endroits variés, et souvent à l'extérieur des 3 régions où se déroulent les sommets régionaux. Le prochain sommet global se déroulera d'ailleurs en Espagne, en novembre 2011.

La Campagne est une très petite organisation en ce qui a trait au nombre de personnes qui y œuvre. A mon arrivée, celle-ci se composait du directeur général, Sam Daley-Harris, du directeur de recherche et administratif, Jeff Blythe et d'une stagiaire dont le mandat s'achevait 2 semaines après mon arrivée. Durant mon stage, trois personnes ont rejoint l'équipe à titre de stagiaires ainsi que deux à titre d'employés de l'organisation afin de nous soutenir dans la préparation du sommet, ce qui fut nécessaire étant donné la charge de travail qui ne cessait de croître au fil des semaines où le sommet approchait.

Fabiola, l'une des stagiaires s'occupait des bourses remis à certains conférenciers pour leur transport et/ou leur hébergement durant le sommet; Anne, également stagiaire s'occupait des communications avec les différents commanditaires, afin que ceux-ci reçoivent bien les bénéfices auxquels ils avaient droits; enfin la dernière stagiaire qui s'est joint à l'équipe moins de deux semaines avant le sommet, Vanessa s'occupa du matériel (étiquettes avec les noms des conférenciers, scripts, carton de temps) à préparer pour chacune des séances. Il y avait beaucoup de choses à planifier et le nombre d'employés à la Campagne était quand même assez restreint, d'autant plus que le directeur administratif et de recherche, Jeff a quitté l'organisation à moins de 3 semaines avant l'évènement, ce qui mis une pression supplémentaire sur l'équipe, néanmoins le tout est rentré dans l'ordre puisque l'ancienne directrice, Anna, était disponible pour le remplacer par intérim pour un certain temps. Tout de même, le départ d'une personne dans une petite organisation peut créer une charge de travail et un poids assez important pour le reste de l'équipe qui doit absorber ce départ et ce, à si peu de temps avant la date fatidique.

La Campagne trouve son financement par les donateurs privés uniquement et ne reçoit aucune subvention de gouvernement. En ce qui concerne les sommets, ceux-ci sont commandités par diverses entreprises et fondations. Les 3 principaux commanditaires de ce sommet furent Citi Foundation et Craft Silicon qui commanditaires chacun pour 125 000\$, ainsi qu'Equity Bank pour un montant de 100 000\$. Il y avait au total une trentaine de commanditaires du sommet ainsi que 3 partenaires média (CGAP – Microfinance Gateway, Microfinance Focus et Microfinance Insights). La recherche de commanditaires spécifique au Sommet s'effectuait autant du côté de la Campagne à Washington que d'AMFI au Kenya.



Tel que mentionné précédemment, dans le cadre de l'organisation de ce sommet, la Campagne établit un partenariat avec une organisation locale et dans ce cas-ci ce fut avec l'Association of Microfinance Institutions of Kenya (AMFI), qui a pour mission de faciliter le développement du secteur national de la microfinance au Kenya, afin d'offrir un service financier de qualité aux personnes à faibles revenus et élever les standards éthiques du

secteur de la microfinance. AMFI compte actuellement 43 institutions membres, servant plus de 6 millions de personnes pauvres et de classes moyennes, en leur offrant des services financiers. AMFI offre un support à ses membres afin qu'ils poursuivent leur mission et atteignent leurs objectifs et par conséquent, améliorer l'industrie de la microfinance au Kenya grâce à leur 4 principaux programmes : "advocacy" et lobbying, renforcer les capacités des membres, évaluer la performance des membres et le réseautage (AMFI, page consultée le 18 juin 2010). Il est important de souligner qu'AMFI est une petite organisation comptant moins d'une dizaine d'employés et que la gestion et l'organisation d'évènement ne font pas partie de leurs compétences habituelles, ce pourquoi ils recrutèrent Dorothy Nyong'o, en tant que coordonnatrice du sommet, du côté d'AMFI. Dorothy a donc rejoint AMFI pour le temps du sommet, et travaille normalement qui possède sa compagnie de communication, 7th Sense Communication, qu'elle a fondée. Du côté d'AMFI, il y avait donc 6 personnes travaillant sur le sommet.

3. Recension des écrits

Cette partie a pour but de présenter des éléments provenant de la théorie et de la pratique de divers auteurs sur la gestion de projet et d'évènements ainsi que sur le management interculturel en lien avec le mandat du stage. Elle ne fait donc pas un tour complet de la littérature, mais amène plutôt certains aspects à prendre en considération dans la gestion d'un évènement à l'international. Enfin, une présentation du microcrédit et de la microfinance, tel que je l'ai entendu et vu à Nairobi.

3.1 L'importance de comprendre la culture

Lorsqu'on travaille avec des organisations et des gens d'autres pays, il est essentiel de prendre conscience des possibles différences culturelles qui pourront influencer les relations et méthodes de travail. Tel que mentionné précédemment, dans le cadre de l'organisation du sommet, nous travaillions en partenariat avec l'organisation kenyane l'Association of Microfinance Institutions of Kenya et il est certain que le fait de travailler avec une organisation du Kenya a un impact sur les façons de travailler et de communiquer entre les organisations, d'autant plus que la majorité du travail c'est réalisé par l'entremise du téléphone ou par courriel.

Hofstede (1987, p.10) définit la culture comme « une programmation mentale collective ; c'est cette partie de notre conditionnement que nous partageons avec les autres membres de notre nation, mais aussi de notre région, de notre groupe, et non avec ceux d'autres nations, d'autres régions ou d'autres groupes. » Hofstede s'appuie sur des recherches effectuées s'étalant sur une dizaine d'années⁶, portant sur les cultures nationales et en se basant sur 4 dimensions telles l'individualisme vs le collectivisme ; la distance hiérarchique ; le contrôle de l'incertitude et enfin, les sociétés à valeurs davantage masculine vs féminine.

Si l'on compare les diagrammes d'Hofstede (voir Annexe 1), on s'aperçoit qu'il y a des différences marquées entre les valeurs considérées aux Etats-Unis et celles au Kenya (qui est inclus dans l'Afrique de l'est dans l'analyse d'Hofstede), notamment en ce qui a trait à

⁶ Un projet qui se déroulera entre 1967 et 1978 et qui portera sur cinquante pays.

l'individualisme : du côté des Etats-Unis, c'est la dimension la plus forte (indice de 91) tandis que du côté de l'Afrique de l'est, on observe une société davantage imprégnée de valeurs collectivistes (indice de 27). Comme le mentionne Hofstede, il est important que l'on soit conscient que notre pensée est influencée par notre culture et que celle-ci varie inévitablement d'un peuple à l'autre.

« Culture is more often a source of conflict than of synergy. Cultural differences are a nuisance at best and often a disaster » (Hofstede, page consultée le 15 juin 2010). Il est important de prendre en considération que les diverses cultures amènent des modes de pensées et des valeurs qui peuvent diverger de façon significative. Avant d'entreprendre une démarche, il est donc primordial d'être conscient que des différences entre les cultures peuvent exister et cela permettra de prendre de meilleures décisions et ainsi d'en évaluer les réactions possibles et minimiser les incompréhensions.

Un autre aspect important à tenir compte est celui de la communication et il est quasi inévitable qu'il y ait des difficultés supplémentaires rencontrées lors de communications interculturelles. Adler (1994, p.72) énonce que « la communication ne garantit nullement la compréhension. La communication interculturelle, en particulier, comporte toujours une part d'incompréhension, qui vient d'une faille soit dans la perception du message, soit dans son interprétation, soit encore dans son évaluation. » Les erreurs de perception peuvent se produire, lorsqu'en présence d'une autre culture, on voit les choses d'une certaine façon tandis que l'autre voit les choses d'une autre manière. Les erreurs d'interprétation, quant à elles, se présentent en situation interculturelle lorsque nous interprétons mal ce que nous voyons ou entendons puisque l'on utilise nos propres catégories pour donner un sens à la réalité d'un autre. Enfin, les erreurs d'évaluations découlent de notre jugement, provenant de nos valeurs et croyances, variant d'une culture à l'autre et entraînant une tendance à juger comme étant inférieur des comportements ou attitudes provenant d'autres cultures.

Toujours selon Adler (1994), les stéréotypes peuvent servir de première approximation afin d'être au fait de certaines attitudes ou façons d'agir d'un groupe, par contre la réalité observée doit dépasser ce stéréotype. Les stéréotypes vont donc aider à comprendre certaines réalités, mais il faut faire attention à leur utilisation. Enfin, comme le souligne

Adler (1994, p.88) : «plus nous prendrons conscience de notre bagage culturel, mieux nous pourrons prévoir l'effet que notre comportement aura sur les autres.»

3.2 Gestion événementielle

Comme le définit Project Management Institute (2008, p.11), un projet est un « effort temporaire exercé dans le but de créer un produit, un service ou un résultat unique. La nature temporaire des projets implique un commencement et une fin déterminés.» La fin peut être déterminée par plusieurs causes, mais dans le cas d'un événement, celle-ci est sera établie par la date butoir du sommet.

Dans son livre sur la gestion d'évènement, Jacques Renaud (2000) amène un modèle de gestion événementielle (voir Annexe 2) qui se fonde sur 5 aspects tels, le sens, le projet, l'organisation, le temps et l'argent. Ce modèle pose des questions fondamentales servant à améliorer la planification et la gestion d'un projet. Le "pourquoi" sert à cerner et à découvrir le sens d'un événement, tel la vision et les motivations. Le "quoi" cherche à savoir comment présenter le projet aux décideurs. Le "qui" sert à mettre en place un organigramme et une charte de responsabilité afin de connaître les responsabilités de chacun. Le "quand" sert à la mise en place d'une gestion stratégique du temps. Le "combien" sert à avoir une structure de financement et gestion budgétaire. Enfin, il est important que tous les membres de l'organisation agissent ensemble afin de relever le même défi.

La mise en place d'une gestion stratégique du temps est essentielle et permet une meilleure gestion des imprévus, tout en gardant une vue d'ensemble du projet. Renaud (2000, p.134) souligne que «Contrôler l'argent est un mal acceptable pour réaliser tout projet. Maîtriser le temps du projet est souvent considéré comme une perte de temps.» Il peut être vu comme une perte de temps, mais au contraire, la planification d'un échéancier approprié engendrera une économie de temps. La gestion de projet se caractérise par un début et une fin, il faut donc s'assurer d'effectuer une bonne planification du temps en fonction de la date de l'évènement. Comme le note Renaud (2000, p.135), « la gestion du temps dans les organisations événementielles repose largement sur la transmission orale, à l'image de la pratique en général. » Par contre, comme il le nuance, il est important de ne pas s'y limiter

ou tenter de la remplacer, mais plutôt de la compléter d'outils permettant à une meilleure gestion du temps préalablement établi à une culture de gestion au sein de l'organisation. Il est donc essentiel de déterminer les étapes charnières dans l'avancement du projet et d'en établir une date de début, une date de fin et qui sera les responsables et décideur de chacune de ces étapes. Comme le mentionne Renaud (2000, p.153), « être maître de son événement commence par la maîtrise du suivi des étapes jalons du cycle de vie de son projet. »

3.3 Le microcrédit et la microfinance sur le terrain

Tel que mentionné en introduction le microcrédit consiste à des petits prêts accordés à des gens à faibles revenus. Comme le souligne Sam Daley-Harris, dans le plus récent rapport de l'État de la Campagne du Sommet du Microcrédit (2009, p.11) :

La microfinance a pris naissance à la suite des profondes modifications dans les règles établies du système bancaire commercial. L'existence même de la microfinance est redevable à ceux qui ont osé changer ces règles pour octroyer aux femmes pauvres sans garantie de petits prêts et éliminer la paperasse inutile empêchant les illettrés d'accéder aux services financiers et ne permettant pas de rentabiliser l'offre de prêts minuscules.

Un des pionniers du domaine du microcrédit est sans contre dit le Professeur Muhammad Yunus. Lorsqu'il était professeur d'économie dans une université au Bangladesh, Yunus réalisa que l'enseignement des sciences économiques ne résolvait pas les problèmes vécus dans les communautés rurales du Bangladesh, voisines de l'université. C'était en 1974, lorsqu'une famine eut lieu, qu'il décida d'aller dans le village de Jobra tout près de l'université où il enseignait et qu'il alla discuter et interroger les gens, principalement les femmes, afin de comprendre pourquoi ils vivaient dans la pauvreté. C'est alors qu'il se rendit compte que plusieurs personnes travaillaient très fort mais qu'ils n'arrivaient pas à gagner assez d'argent pour assurer la subsistance de leurs familles puisqu'ils devaient emprunter à des prêteurs et par la suite, ils devaient "vendre" leur matériel fabriqué aux prêteur à titre de remboursement. Par exemple, une dame fabriquant des outils en bambou faisait un maigre profit de 2 cents par jour, ce qui ne lui permettait évidemment pas de subvenir aux besoins de sa famille. Professeur Yunus, avec l'aide d'une étudiante, décida d'interroger et recenser plusieurs personnes dans le village. Ils dressèrent une liste de 42 personnes qui avaient besoin d'une somme totale de 27 dollars afin d'acheter des matières premières et

ainsi créer un produit qu'ils pouvaient revendre. Professeur Yunus resta estomaqué par la petite somme que ces gens avaient besoins et qui pourraient leur permettre d'améliorer leurs conditions de vies. Après de mûres réflexions, il décida donc de leur prêter et ceux-ci pouvaient lui remettre l'argent lorsqu'ils pourraient.

Par la suite, il tenta de convaincre une banque d'effectuer des prêts aux gens de ce village, puisqu'il y avait d'autres gens dans le besoin, mais les banquiers ne trouvèrent guère l'idée intéressante de prêter à des gens pauvres. Comme les gens de la banque lui expliquèrent, pour effectuer un prêt, il faut remplir des formulaires et la plupart des gens étant illettrés, cela s'avère un processus complexe. Selon Yunus (1999), il y avait à cette époque, soit au milieu des années 1970, 75% de la population du Bangladesh qui était illettré, ce qui restreignait donc une très grande partie de la population au système bancaire. De plus, ces personnes n'avaient aucuns collatéraux à offrir en gage de garantie. Après de longues discussions avec les banquiers, Prof. Yunus se porta finalement garant afin que la banque accorde des petits prêts aux gens de ce village totalisant une somme maximal totale de 300\$. Les gens qui obtinrent un prêt le remboursèrent dans une proportion de 98% (Yunus, 2003).

Prof. Yunus réalisa que les banques existantes ne pouvaient répondre aux besoins financiers des pauvres, et puisqu'il ne désirait pas se porter en garantie pour la population d'un ou plusieurs villages au complet, il décida d'opter pour une autre solution. C'est en janvier 1977 que Prof. Yunus décida de créer Grameen Bank, une banque pour les pauvres qu'il créa de toute pièce. Les prémices furent de créer une organisation qui était tout le contraire d'une banque : des petits prêts, pour les gens pauvres et pas de collatéraux. Il fut donc des essais de ce nouveau modèle de banque pour en arriver à ce qui semblait fonctionner le mieux, soit des prêts accordés à des groupes de 5 personnes, chacun recevant un prêt individuel, mais à des moments différents. Le fonctionnement est le suivant : deux premières personnes du groupe reçoivent chacun un prêt initialement ; par la suite, 6 semaines plus tard, après le remboursement des deux premiers prêts, deux autres personnes du groupe reçoivent leur prêt ; et enfin, la dernière personne du groupe reçoit son prêt. De plus, les membres d'un groupe sont responsables les uns envers les autres, et cela créer un esprit d'entraide mutuelle et de support les uns envers les autres. Les groupes doivent toujours

être formés de 5 personnes. Il y a des réunions de façons régulières et celles-ci se déroulent à l'extérieur pour une plus grande transparence. Certaines personnes amènent même leurs enfants avec eux et ceux-ci pouvant lire les documents et ainsi vérifier que tout est en conforme, tout en apprenant sur le fonctionnement du microcrédit.

Il y a actuellement 8.28 millions de personnes qui empruntent à la Grameen Bank et de ce nombre, 97% sont des femmes. À ce jour, on compte 2 564 branches couvrant plus de 81 362 villages, soit 97% des villages du Bangladesh. On observe la philosophie de Grameen Bank dans cette métaphore qui illustre bien l'idée du microcrédit (Grameen Bank, page consultée le 2 juillet 2010) :

In Grameen, we see the poor people as human "bonsai". If a healthy seed of a giant tree is planted in a flower-pot, the tree that will grow will be a miniature version of the giant tree. It is not because of any fault in the seed, because there is no fault in the seed. It is only because the seed has been denied of the real base to grow on. People are poor because society has denied them the real social and economic base to grow on. They are given only the "flower-pots" to grow on. Grameen's effort is to move them from the "flower-pot" to the real soil of the society.

Le modèle de la Grameen Bank est depuis dupliqué dans plusieurs pays à travers le monde. Lors de mon séjour au Kenya, j'ai entre autre eu l'occasion de visiter une institution de microfinance, Jamii Bora, qui fut lancé par Ingrid Munro en 1999 avec 50 femmes mendiante. Nous avons donc visité deux branches de l'organisation situées dans des bidonvilles de Nairobi. Le fonctionnement de l'organisation fut expliqué par le directeur de la branche et nous rencontrâmes des membres de Jamii Bora : il est à noter que toutes les personnes qui empruntent à Jamii Bora sont des membres de l'organisation et que les employés sont d'anciens et/ou d'actuels membres. Le principe de fonctionnement de Jamii Bora est très similaire à celui de la Grameen Bank, les gens doivent former des groupes afin de devenir membres.

Jamii Bora offre plusieurs types de prêts pour : les micro-entrepreneurs, les frais de scolarité, la santé et l'achat de maison. Jamii Bora offre également plusieurs programmes répondant aux besoins de leur membres tels que : la micro-assurance, un programme pour les alcooliques, un programme de consultation pour les mendiants, une école d'administration avec plusieurs niveaux d'enseignement et enfin un projet d'hébergement d'envergure importante, soit la nouvelle ville de Kaputei.

À leur début, l'organisation s'est intéressée aux gens qui ne pouvaient parfois rembourser leur prêt et ils se rendirent compte que dans la majorité des cas c'était en raison d'un membre de la famille qui avait besoin de services médicaux. En 2001, ils instaurèrent donc un programme de micro-assurance qui couvre un adulte et 4 enfants pour toutes visites à l'hôpital. L'assurance inclut également les accouchements et les personnes porteuses du virus du SIDA sont également admissibles, puisqu'on ne voulait exclure personne. Ils instaurèrent également une assurance-vie pour les membres de Jamii Bora.

Levuka, un programme qui fut introduit en 2003, qui vient en aide aux gens alcooliques. En effet, parmi les membres de Jamii Bora, on comptait au moins un membre de leur famille qui était alcoolique, ce qui n'aide pas à sortir du cercle de la pauvreté. Un autre programme, Tumaini, est constitué de 15 travailleurs sociaux (d'anciennes mendiants) qui parcourt les rues afin de sensibiliser les mendiants à sortir de la pauvreté. Étant donné que ce sont des personnes qui proviennent de ce milieu, il est plus facile de les convaincre qu'il est possible de s'en sortir en ayant la preuve devant eux.

Suite à l'explication du fonctionnement de Jamii Bora, nous fîmes une visite dans les bidonvilles et rencontrèrent des membres de Jamii Bora qui nous accueillîmes fièrement dans leur demeure et nous racontâmes leur histoire. Les femmes rencontrées étaient fières de nous faire visiter leur demeure et de nous raconter comment la microfinance les avaient aidées à sortir de la misère de la rue et qu'ainsi aujourd'hui, elles peuvent louer un "logement" dans le bidonville. Ce fut des rencontres extraordinairement touchantes.

Je fus des plus étonnée, par contre, lorsque j'appris que les gens devaient payer un loyer dans les bidonvilles, et que cela représente d'ailleurs un montant considérable pour les gens qui y vivent. Il y a également plusieurs "niveaux" dans le bidonville, plus les gens habitent près de la route, plus ils sont "aisés" comparativement à ceux qui habitent au centre du bidonville. L'un des bidonvilles visités, Mathare Valley, est une vallée et donc plus on "s'enfonce" au cœur de la vallée, plus les conditions de vies sont difficiles.

Lorsqu'on erre dans les bidonvilles, il est quasi impossible de penser que des gens vivent dans ces conditions de vies. Néanmoins, nous avons visités les "logements" qui étaient relativement près de la ville, donc les plus "aisés". Les logements visités, habités par des membres de Jamii Bora, étaient très petits et pouvaient loger plusieurs personnes, mais étaient relativement confortables et propres : il y avait divans, petites tables, lits et même parfois, télévisions. Néanmoins, ils n'ont pas accès à l'eau courante dans les habitations. Pour ce qui est des toilettes, il y a des endroits communautaires et payants et ce n'est évidemment pas tout le monde qui peut se payer le luxe des toilettes payantes et ce pourquoi, on observe le phénomène des "flying toilets" qui sont littéralement des sacs plastiques que les gens lancent au loin.

Toujours durant mon séjour, j'ai aussi eu l'occasion de visiter Kaputei Town, une nouvelle ville entièrement construite par et pour les membres de Jamii Bora. Kaputei se veut une ville verte ou encore une "eco-town" où l'eau y est recyclée, où l'énergie provient de panneaux solaires. Sa construction a débuté en 2007, après de longues procédures et batailles judiciaires. Il y a déjà plusieurs centaines de familles qui ont fait l'acquisition de maison et nous avons eu la chance d'en rencontrer quelques uns et même de visiter leurs maisons, qui sont magnifiques, ils en sont d'ailleurs très fiers et avec raison. A la fin de la construction de la nouvelle ville, celle-ci devrait être totalement autosuffisante, étant donné qu'elle est située en banlieue du centre de Nairobi. Cette nouvelle ville représente un très bel exemple de projet et comme dit Ingrid Munro, fondatrice de Jamii Bora (État de la Campagne du Sommet du Microcrédit – Rapport 2009, p.9) : « j'ai travaillé à résoudre des questions de logement toute ma vie, notamment dans les pays africains durant les 23 dernières années et je sais qu'il n'est vraiment pas possible de réhabiliter les bidonvilles. » Étant donné que la réhabilitation des bidonvilles ne semblent pas fonctionner, elle a donc décidé d'aider les gens à sortir des bidonvilles, et ce avec la nouvelle ville de Kaputei.

Dans la très grande littérature sur le microcrédit et la microfinance, leurs utilisations et résultats font place à la controverse, et en voici les principales critiques : des taux d'intérêts trop élevés, le microcrédit ne peut atteindre les plus pauvres et vulnérables ou encore les institutions de microfinance (IMF) ne ciblent pas réellement les personnes les plus démunies ; les gens ne créent pas de petites entreprises ou très peu à l'aide du microcrédit ;

le microcrédit ne donne pas plus de pouvoir aux femmes et au contraire, celles-ci travaillent davantage dans les secteurs informelles où il n'y a pas de régulations ; le microcrédit peut mener à l'endettement massif des pauvres, etc. Et la liste est plutôt étendue.

Il y a également une littérature vantant les vertus du microcrédit et enfin celles plus nuancées présentant les pour et les contre. Hofmann et Marius-Gnanou (2003) prône l'utilisation de la microfinance, et non seulement du microcrédit, comme outil de développement efficace, à condition d'étudier les groupes cibles que l'on veut aider. Le microcrédit doit prendre la juste place qui lui revient parmi les autres outils de développement, mais il n'est pas nécessairement une panacée à tous les maux. Hofmann et Marius-Gnanou (2003) énonce d'ailleurs que le microcrédit peut être une arme contre la pauvreté, mais il est coûteux et devrait être subventionné. Guérin et Palier (2005) étudient le lien entre la microfinance et "l'empowerment" dans le sud de l'Inde ; l'empowerment qui est souvent mis de l'avant en faveur de la microfinance. Celles-ci en concluent que le lien difficile à établir et ne va pas de soi que l'accès au capital amène "l'empowerment" des femmes et mentionne le fait que les femmes ne sont pas un groupe homogène, variant d'une région ou d'une culture à l'autre.

À mon avis, je crois que le microcrédit et la microfinance sont des outils de développement fort intéressants qui peuvent amener les gens qui n'ont aucune ressource à échapper à cette situation. Il est certain que le microcrédit ne peut être utilisé par tous et avec une garantie de succès. Néanmoins, j'ai été témoin de plusieurs cas où les gens ont réellement amélioré leurs conditions de vie, évidemment sur une plus ou moins longue période de temps. Le microcrédit n'est pas un remède instantané, mais il peut certainement aider plusieurs personnes. Il est certain que ce ne sont pas tous les individus qui possèdent la fibre entrepreneuriale et débiter une entreprise pour subvenir aux besoins de leur famille, néanmoins un accès à des services financiers de base devrait être universel, ce qui n'est pas du tout le cas pour l'instant :

Access to financial services varies sharply around the world. In many developing countries, less than half the population has an account with a financial institution, and in most of Africa less than one in five households do. Recent development theory sees the lack of access to finance as a critical mechanism for generating persistent income inequality, as well as slower growth. (World Bank Policy Research Report, 2009, p.10)

Les gens ont besoins d'avoir un compte en banque afin d'amasser de l'argent et même les gens pauvres peuvent et doivent se créer une épargne. Rutherford (1999, p. vi) le résume ainsi:

Three facts and a conclusion. Fact one: poor people can and do save, even if the amounts are often small and irregular. Fact two: poor people need usefully large lump sums of money from time to time, for many different purposes. Fact three: for most poor people, those 'usefully large lump sums' have to be built, somehow or other, out of their savings - because there is no other reliable way to get hold of them. Conclusion: financial services for poor people are largely a matter of mechanisms that allow them to convert a series of savings into usefully large lump sums.

Les gens ont besoins d'accéder à des services financiers et le premier pas à franchir est celui de l'épargne. D'ailleurs, avant de pouvoir accéder à un prêt, les membres de Jamii Bora doivent démontrer leur capacité à épargner et par la suite, ils peuvent obtenir un prêt équivalent au double du montant qu'ils ont parvenu à économiser. Comme Rutherford (2000) le mentionne aussi, les pauvres veulent épargner, ce n'est pas par manque de capacité mais plutôt par manque d'opportunité. Il m'apparaît certain qu'un accès financier à des services de bases (microfinance) et éventuellement un accès au microcrédit se veut un outil de développement et jumelé à d'autres outils de développement, cela peut produire un impact positif dans plusieurs pays.

4. Démarche

À mon arrivée à la Campagne, il y eut tout d'abord une familiarisation avec les projets et objectifs de l'organisation ainsi que son fonctionnement par une analyse documentaire : navigation du site Internet de la Campagne et celui du Sommet régional de 2009, familiarisation avec les différentes étapes de la planification d'un sommet à l'aide du manuel d'organisation des sommets régionaux ainsi qu'avec l'agenda du sommet de 2009.

Comme mentionné précédemment, la Campagne située à Washington DC et l'Association of Microfinance Institutions of Kenya (AMFI) située au Kenya, travaillèrent en collaboration en tant que co-organisateurs à la réalisation du Sommet Régional du Microcrédit pour l'Afrique et le Moyen-Orient. Il est à noter que la préparation du sommet commença bien des mois avant mon arrivée (septembre 2009) dans l'organisation. J'ai donc joint la Campagne alors que le projet était en branle depuis un certain temps, ce qui demanda une capacité d'insertion, de compréhension et d'apprentissage du projet et ce, tout en le faisant évoluer. Il est certain qu'un temps d'adaptation fut nécessaire, néanmoins il fallut embarquer dans le train déjà en marche et saisir la vitesse de croisière.

4.1 Planification du sommet

Dans la gestion d'un évènement, il est important d'avoir une vision d'ensemble du projet pour garder de vue l'objectif final et la dynamique du projet. Néanmoins, il est essentiel de structurer la planification de l'évènement en étapes. Étant à sa 14^{ième} édition depuis la création de la Campagne, ces étapes sont ainsi bien connues du directeur-fondateur, celui-ci possédant une grande partie du savoir et du savoir-faire de l'organisation. Comme il a été mentionné dans la partie sur la recension des écrits, la transmission orale est une composante importante dans la planification et la gestion d'évènements. Néanmoins, et fort heureusement s'ajoute un savoir-faire écrit, soit le manuel d'organisation des sommets indiquant les grandes étapes de planification. Le manuel fut donc fort utile afin de suivre les différentes étapes menant au sommet et celles-ci ne varient que peu d'une année à l'autre.

Il est également important de noter que le contexte varie grandement d'une année à l'autre, puisque le sommet s'exécute dans différentes régions du monde et donc les approches culturelles seront différentes d'une région et même d'un pays à l'autre. Il s'agit ainsi de savoir gérer la continuité d'un sommet à l'autre, mais en s'adaptant au contexte culturel et à des partenaires différents à chaque année. Il est donc important de trouver et de s'associer aux bonnes organisations, ce qui n'est pas toujours évident de bien choisir une organisation lorsque notre connaissance du milieu est restreinte.

La gestion d'évènements est remplie d'imprévus surgissant à tout moment. D'autant plus que dans un contexte culturel différent, il y a nécessairement des situations où l'on fait face à des réactions ou résultats non attendus et qui entraîne des délais ou de l'incompréhension. Dans la préparation du sommet, il y eut quelques délais lors de certaines étapes, tel le lancement du site Internet qui fut mis en fonction en décembre seulement, alors que celui-ci devait être opérationnel en octobre. Cela créa d'ailleurs quelques petites frustrations du côté de la Campagne.

4.2 Les partenaires

En ce qui a trait à la logistique de l'évènement, MCS et AMFI travaillèrent de concert avec diverses organisations pour leur expertise respective (voir Annexe 3). Gina Din Corporate Communications (GDCC) s'occupa de la gestion de l'évènement relié au centre de conférence, aux hôtels, aux bénévoles, etc. L'exposition qui eu lieu en parallèle au sommet fût gérée et organisée par Exhibition and Events Organisers Limited (EEO). Le site Internet du Sommet ainsi que la gestion des inscriptions (via Internet et lors du sommet) furent réalisés par la compagnie canadienne Registration Solutions⁷ située à Halifax. Une communication constante avec ces organisations et les gens du centre de conférence, le Kenyatta International Conference Centre (KICC) fut réalisée afin que le sommet s'effectue selon la planification désirée.

⁷ Registration Solutions avait été responsable de la création du site Internet et de l'inscription lors du sommet à Halifax en 2006.

En ce qui concerne le contenu du sommet, la Campagne a travaillé avec les membres du comité consultatif régional (Annexe 4), formé d'une vingtaine de leaders des régions de l'Afrique et du Moyen-Orient. Ceux-ci donnaient des suggestions quant aux choix des sujets abordés lors du sommet ainsi que sur le choix des conférenciers. Enfin, il y avait le comité d'accueil national (Annexe 5) qui donnait également ses recommandations et de surcroît, approuvait en dernier lieu l'agenda et le choix des conférenciers du sommet.

4.3 La communication et la communication interculturelle

Tel que constaté, il y avait une foule d'intervenants afin de réaliser divers aspects du sommet. Il y avait donc une constante interaction et communication entre la Campagne, AMFI et les diverses organisations partenaires pour la planification des activités et détails de l'évènement afin de s'assurer que la situation évoluait comme désirée. Les communications téléphoniques et l'envoi de courriel occupaient donc une très grande part des tâches quotidiennes.

En effet, la communication nécessaire à la planification de l'évènement s'effectuait principalement par courriels et par téléphone et il est à noter qu'il y avait un décalage horaire de 7 heures entre les Etats-Unis et le Kenya. Durant les mois précédents le sommet, il eut donc plusieurs heures passées au téléphone afin de clarifier les besoins et attentes désirés. Les communications téléphoniques s'effectuaient ainsi entre Washington, New York, Nairobi et Halifax, s'étalant sur 3 fuseaux horaires, ce qui ne facilitait pas toujours la planification de rencontres téléphoniques. Comme il a été mentionné antérieurement, la communication interculturelle pose des difficultés en raison des différences culturelles ; celles-ci auront été accentuées du fait que les communications n'étant pas en mode face-à-face, le non-dit ou le non verbal ne pouvaient être pris en compte.

Un autre aspect de la communication à mentionner fut les courriels de groupe. La gestion de ces courriels n'était pas toujours évidente puisque ceux-ci étaient adressés à l'ensemble des partenaires, soit une dizaine de personnes, et pouvaient renfermer une trentaine de points ou questions. Il était important de faire un suivi rigoureux de ces courriels afin que les

bonnes personnes prennent action ou répondent à des interrogations, ce qui pouvait parfois créer de la confusion ou une perte d'information.

La gestion d'évènement comporte une multitude de détails à planifier, et l'une des difficultés réside dans le fait que chaque détail soit pris en main par les bonnes personnes. Ce pourquoi, dans la gestion d'un évènement, il est important de définir le rôle de chacun et que tous les intervenants soient au courant de leur rôle mais également celui des autres. L'établissement d'une ligne de communication, c'est-à-dire qui communique avec qui s'avère aussi important, ce qui ne fut pas clairement spécifié dans le cadre du sommet et amenait parfois de la confusion entre les diverses parties.

Comme il a été mentionné dans la partie recensant la théorie, la communication interculturelle amène nécessairement une part d'incompréhension due à des erreurs de perception, d'interprétation ou d'évaluation. Qui plus est, cette incompréhension fut amplifiée dans le cas du sommet, en raison d'une communication qui s'effectuait uniquement par courriel ou encore par téléphone, ce qui laisse davantage de place aux erreurs de perception, d'interprétation ou d'évaluation. Le directeur, M. Sam Daley-Harris, s'est rendu à 2-3 reprises au Kenya⁸, toutefois le reste de l'équipe de la Campagne, est arrivé quelques jours seulement avant le début du sommet et nous rencontrâmes pour la première fois les gens avec qui nous travaillions et communiquions depuis des mois à distance. Il fut d'ailleurs intéressant de pouvoir enfin rencontrer et mettre un visage sur les voix que l'on entendait pratiquement à tous les jours depuis les derniers mois.

⁸ Sur une période d'une année et demie.

5. Le Sommet

Le Sommet Régional du Microcrédit pour l’Afrique et le Moyen-Orient 2010 rassembla plus de 1100 délégués de 80 pays à Nairobi au Kenya du 7 au 10 avril. La programmation régulière (voir l’Annexe 6 pour l’agenda du sommet) des 3 premières journées du sommet compta 6 séances plénières, 25 ateliers ainsi que des 16 séances associées organisées par des tierces parties en fin de journée. Toutes les séances plénières étaient simultanément traduites en français et en anglais. Pour ce qui est des ateliers, trois sur cinq étaient traduits, ce qui représentent 60% de ceux-ci. Plus d’une centaine de conférenciers prirent part aux discussions des séances de travail du sommet. Durant les 4 jours de conférences, une multitudes de sujets furent abordés tel : la microfinance en tant que plateforme, la microfinance et la santé, la microfinance et l’agriculture, la transparence dans les taux d’intérêts, la microfinance en milieu urbain et rural, la microfinance dans les bidonvilles, les projets de nouvelles communautés, la performance sociale, la micro-assurance, l’inclusion des personnes porteuses du virus du VIH, la microfinance comme outil de promotion de paix, le leadership des femmes de ces régions, la microfinance en situation de conflits, les réseaux de microfinance, etc.

La journée avant le début et la dernière journée du sommet, les délégués avaient la possibilité d’effectuer des visites sur le terrain de l’une des 7 institutions de microfinance de Nairobi. Les visites d’institutions de microfinance offraient la possibilité de visiter l’organisation et d’avoir des explications sur son fonctionnement et ses opérations. Certaines opérant dans des bidonvilles et d’autre dans le cœur de la ville de Nairobi. Les gens eurent la chance de visiter les IMF, de rencontrer les gens y travaillant mais aussi les clients de ces organisations. Les visites de bidonvilles permirent aux délégués d’entrevoir la réalité dans laquelle plusieurs milliers de gens sont plongés. Enfin, d’autres eurent l’opportunité de visiter une nouvelle communauté telle Kaputei Town qui fut entièrement construit par et pour les membres de Jamii Bora.

La dernière journée du sommet, les délégués avaient également la possibilité de suivre l’un des 6 cours d’une journée proposés sur divers sujets qui complétaient les sujets abordés durant les séances régulières du sommet, tel que l’entrée dans le domaine de microfinance,

l'obtention de fonds grâce à de nouveaux outils financiers et outils de contrôle des actifs de gestion, l'environnement légal et réglementaire pour les institutions de microfinance, etc.

Il est important de mentionner que les frais d'inscriptions du sommet sont parmi les plus bas à travers le monde, en comparaison avec d'autres conférences internationales de même niveau. Le directeur de la Campagne, Sam Daley-Harris, tient d'ailleurs à ce que les frais d'inscriptions restent le plus accessible possible aux praticiens des régions où les sommets se déroulent. Les frais d'inscriptions⁹ variaient autour de 250 à 400 \$, tout dépendant la date à laquelle les gens s'inscrivaient et aussi de la provenance des gens. Étant donné que c'était un sommet régional de l'Afrique et du Moyen-Orient, les gens en provenance de ces régions avaient droit à des tarifs réduits. De plus, il y avait également un tarif de groupe et un tarif pour les étudiants disponible au coût de 250\$ et ce, peu importe la provenance. Enfin, les visites sur le terrain et les cours d'une journée n'étaient pas incluses dans le tarif du sommet, et en coûtait donc 25\$ pour une visite sur le terrain et 75\$ pour un cours.

Le sommet se veut donc une occasion d'encourager acteurs et intervenants du domaine à utiliser la microfinance afin d'éradiquer la pauvreté de façon globale, en particulier dans les régions de l'Afrique et du Moyen-Orient où se déroulait le sommet, et ainsi progresser vers l'atteinte des buts de la Campagne fixé pour 2015, soit la même année que les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) de l'ONU. Rappelons que les 2 objectifs de la Campagne sont les suivants :

- 1) Travailler pour garantir que 175 millions des familles les plus pauvres, notamment les femmes de ces familles, accèdent au crédit qui leur permettront d'exercer une activité indépendante et aussi leur offrir d'autres services financiers et commerciaux d'ici la fin de 2015
- 2) Travailler pour garantir que 100 millions de familles s'élèvent au-dessus du seuil de 1\$ par jour fixé sur la parité du pouvoir d'achat (PPP), entre 1990 et 2015

En parallèle au sommet, à l'extérieur du centre de conférence se déroulait une exposition qui rassemblait plusieurs acteurs: institutions et réseaux de microfinance, clients, organisations internationales, organisations à but non lucrative, etc. Il y avait des kiosques disponibles à divers prix variant entre 77 à 2290 \$. Les exposants, dont certains artisans

⁹ Les prix mentionnés dans le présent rapport sont en dollars américains.

pouvaient vendre leurs produits et les organisations pouvaient faire de la promotion et exposer leur travail.

Plusieurs dignitaires assistèrent au sommet, tel le Président du Kenya, Mwai Kibaki, la Reine Sofia d'Espagne, la Princesse Máxima des Pays-Bas, la Vice-présidente de la Gambie, Isatou Njie-Saidy et le Vice-premier Ministre et Ministre des Finances kenyan Uhuru Kenyatta. Également plusieurs grands noms du domaine de la microfinance furent présents tel que le Prix Nobel de la Paix Muhammad Yunus, le Président de BRAC Fazle Abed, la Directrice de CARE Helene Gayle et bien d'autres, pour ne nommer que ceux-là.

La Campagne a reçu beaucoup de commentaires positifs à l'endroit du sommet : sujets diversifiés et pertinents ; très bons conférenciers et bonne représentation de l'Afrique ; présentation de sujets à l'avant-garde et d'innovations de la microfinance ; Jamii Bora, un exemple très inspirant grâce aux témoignages des membres, etc. Ce sommet a donc une fois de plus tenté d'amener la Campagne un peu plus près de ces objectifs. La Campagne travaille actuellement à l'élaboration du rapport de l'état de la Campagne 2010 qui devrait sortir d'ici à la fin de l'année 2010 et indiquer les avancées de la microfinance grâce aux plans d'actions institutionnels complétés par les membres de la Campagne.

Conclusion

Mon mandat à la Campagne m'a permis de me familiariser et d'évoluer dans plusieurs domaines des plus intéressants et dans lesquels je désire œuvrer, soit le développement international, la gestion de projet interculturel et plus particulièrement la microfinance.

La littérature sur la gestion d'évènement, en particulier celle de Renaud, s'avère très pertinente puisqu'elle aide à établir une base dans la gestion d'évènement, chose qui semblait parfois passé dans l'oubli à la Campagne, par le manque de temps ou de ressources ou encore par l'urgence. Comme mentionné auparavant, un échéancier structuré serait de mise afin de guider l'équipe et garder un bon rythme de croisière. La gestion de l'interculturel est aussi un aspect important à prendre en compte, puisque cela engendre parfois et même souvent des réactions ou résultats inattendus, c'est donc un aspect à prendre en compte, qui est souvent laissé pour compte.

Cette expérience des plus enrichissante, tant au niveau académique que pratique, m'a permise de me familiariser avec le domaine du microcrédit, mais aussi de rencontrer et découvrir les gens qui y oeuvrent. J'ai eu l'immense chance de rencontrer des gens passionnés et déterminés à cheminer vers un monde meilleur, ce qui est une grande source d'inspiration. Parmi ces gens, le Professeur Muhammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank au Bangladesh; Madame Ingrid Munro, fondatrice de Jamii Bora au Kenya, ainsi que plusieurs personnes rencontrées lors du sommet et en particulier lors des visites sur le terrain. J'ai eu le privilège d'assister à des témoignages remplis d'espoir et de faire des rencontres extraordinaires.

Quand à la Campagne, le prochain rendez-vous est en novembre 2011 et celui sera en Espagne pour un Sommet global, toujours dans le but de se rapprocher des deux objectifs de la Campagne qu'on espère tous atteindre d'ici à 2015.

Bibliographie

ADLER, Nancy (1994). «Communication par delà les barrières culturelles», *Comportement organisationnel, une approche multiculturelle*, Repentigny, Canada, Éditions Reynald Goulet Inc., 324 pages, chapitre 3, p.70-99.

AFRICA-MIDDLE EAST REGIONAL MICROCREDIT SUMMIT (Page consultée le 18 juin 2010). Site du Sommet Régional du Microcrédit pour l’Afrique et le Moyen-Orient, [en ligne], <http://www.regionalmicrocreditsummit2010.org/>

ASSOCIATION OF MICROFINANCE INSTITUTIONS OF KENYA (AMFI) (Page consultée le 18 juin 2010). *Site de l’Association of Microfinance Institutions of Kenya*, [en ligne], <http://www.amfikenya.com/pages.php?p=1>

CGAP (Page consultée le 10 juin 2010). *Site de Consultative Group to Assist the Poor*, [en ligne], <http://www.cgap.org/p/site/c/>

CHEVRIER, Sylvie (2003), *Le management interculturel*, Collection Que Sais-je ? N° 2535, Paris, PUF.

DALEY-HARRIS, Sam (2009). *État de la Campagne du Sommet du Microcrédit : Rapport 2009*, Washington DC, Campagne du Sommet du Microcrédit.

DE HAAN, Arjan (2009). *How the Aid Industry Works: An Introduction to International Development*, Sterling, Kumarian Press, 237 pages.

GUÉRIN, Isabelle et Jane PALIER (2005). *Microfinance Challenges: Empowerment or Disempowerment of the Poor?*, L’Institut français de Pondichéry (IFP), [en ligne], http://www.microfinancegateway.org/gm/document-1.9.44296/Microfinance_Challenges%20-%20empowerment%20or%20disempowerment%20of%20poor.pdf (Page consultée le 9 juillet 2010)

GEERT HOFSTEDE CULTURAL DIMENSIONS (Page consultée le 15 juin 2010). *Site de Geert Hofstede*, [en ligne], <http://www.geert-hofstede.com/>

GRAMEEN BANK | BANKING FOR THE POOR (Page consultée le 5 juillet 2010). *Site de Grameen Bank*, [en ligne], <http://www.grameen-info.org>

HELMS, Brigit (2006). *La finance pour tous : construire des systèmes financiers inclusifs*, Montréal, Les Éditions Saint-Martin, 186 pages.

HOFMANN, Elisabeth et Kamala MARIUS-GNANOU (2003). Le microcrédit pour les femmes pauvres – Solution miracle ou cheval de Troie de la mondialisation ? dans *Etat du débat Regards de femmes sur la globalisation : approches critiques sur la mondialisation*, (dir.J.Bisilliat), Karthala, [en ligne], <http://chaireunesco.u-bordeaux3.fr/pdf/genre2003.pdf>

HOFSTEDE, Geert (1987). « Relativité culturelle des pratiques et théories de l'organisation », Paris, France, *Revue française de gestion*, no. 64, septembre, p.10-21.

INTERNATIONAL YEAR OF MICROCREDIT 2005 (Page consultée le 10 juin 2010). *Site de L'Année Internationale du Microcrédit 2005*, [en ligne], <http://www.yearofmicrocredit.org>

JAMII BORA (Page consultée le 8 juillet 2010). *Site de Jamii Bora*, [en ligne], <http://www.jamiibora.org/>

LAINÉ, Sylvie (2004). *Management de la différence, apprivoiser l'interculturel*, Paris, AFNOR, 290 p.

LESCARBEAU, Robert, Maurice PAYETTE et Yves ST-ARNAUD (2003). *Profession : Consultant*, 4e édition, Montréal, Gaëtan Morin, 327 pages.

NOËL, Guy (1996). *Le développement international et la gestion de projet*, Canada, Presses de l'Université du Québec, 302 p.

PROJECT MANAGEMENT INSTITUTE (2008). *Guide du corpus des connaissances en management de projet (Guide PMBOK)*, Newtown Square, 4^{ème} édition

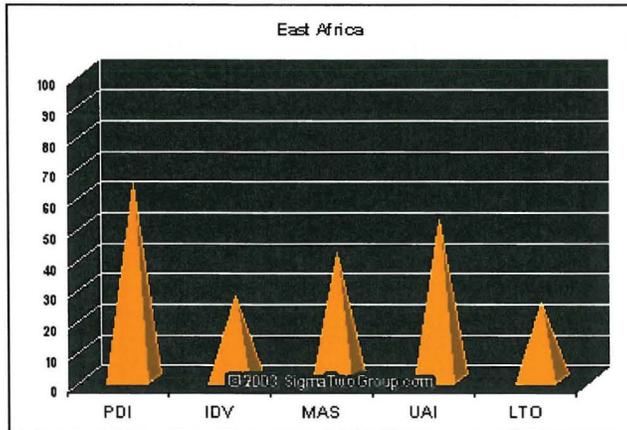
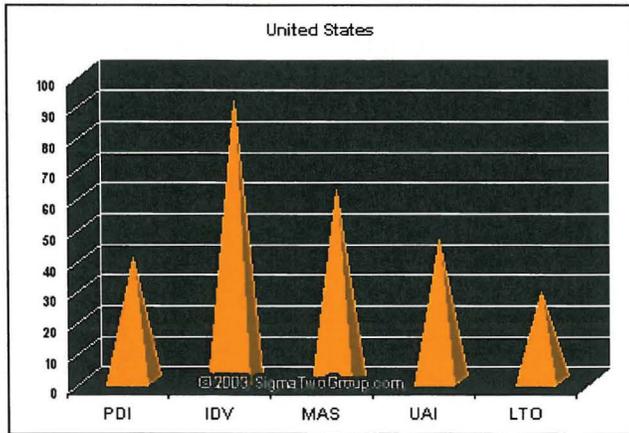
RENAUD, Jacques (2000). *Le management d'événement*, Montréal, Les Éditions Transcontinental et Les Éditions de la Fondation de l'entrepreneurship, 222 pages.

RUTHERFORD Stuart (2000). *The Poor and their Money*, New Delhi, Oxford University Press.

YUNUS, Muhammad (2003). *Banker to the Poor: Micro-lending and the Battle against World Poverty*, New York, PublicAffairs, Réédition, 273 pages.

WORLD BANK POLICY RESEARCH REPORT (2009). *Finance for All? Policies and Pitfalls in Expanding Access*, [en ligne], http://siteresources.worldbank.org/INTFINFORALL/Resources/4099583-1194373512632/FFA_book.pdf (Page consultée le 9 juillet 2010)

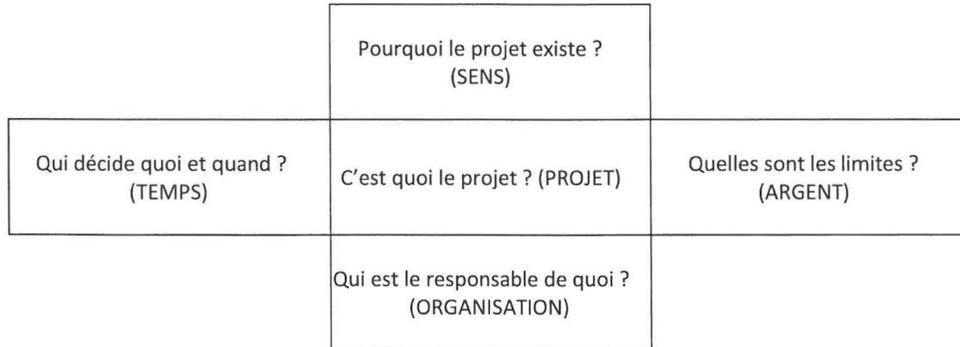
Annexe 1 : Modèle comparatif d'Hofstede



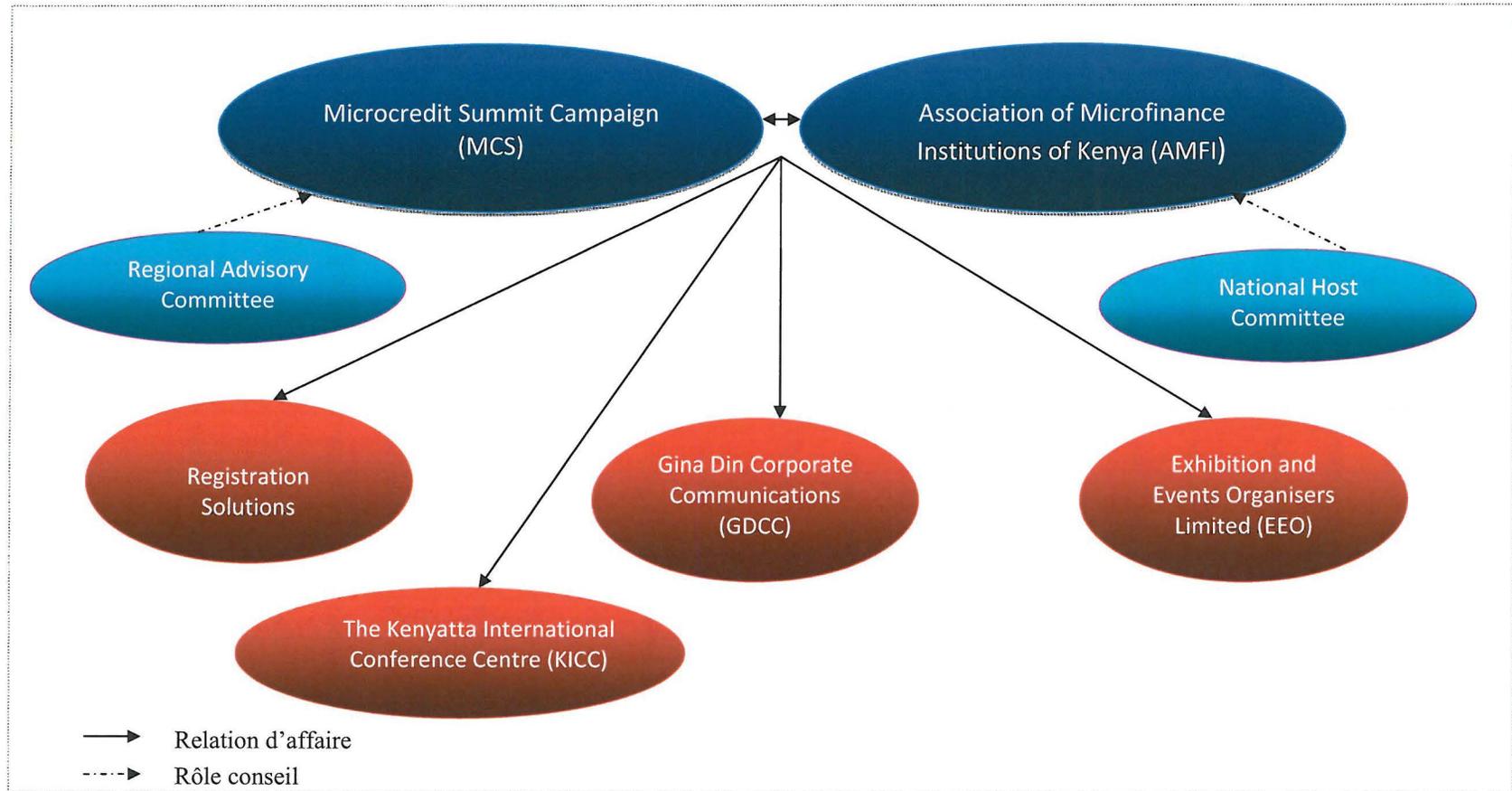
Légende

- PDI : Distance hiérarchique
- IDV : Individualisme
- MAS : Masculinité
- UAI : Degré d'incertitude
- LTO : Orientation long terme

Annexe 2 : Modèle de gestion événementielle
Jacques Renaud (2000)



Annexe 3 : Organigramme du Sommet Régional du Microcrédit pour l'Afrique et le Moyen-Orient 2010



Annexe 4 : Comité consultatif régional (Regional Advisory Committee)

Ranya Abdel-Baki, Directrice générale, Sanabel, Egypte

Fazle Hasan Abed, Fondateur et Président, BRAC, Bangladesh

Nasser Al-Kahtani, Directeur général, Arab Gulf Program for United Nations Development Organizations (AGFUND), Arabie Saoudite

Wolday Amha, Directeur général, Association of Ethiopian Microfinance Institution (AEMFI), Ethiopia

David O. Andah, Secrétaire général, Ghana Microfinance Institutions Network (GHAMFIN), Ghana

Davy Serge Azakpame, Directeur général, Africa Microfinance Network (AFMIN), Benin

Soukeyna Ndiaye Ba, Directeur général, International Network of Alternative Financial Institutions (INAFI), Sénégal

David T. Baguma, Directeur général, Association of Microfinance Institutions of Uganda (AMFIU), Ouganda

Anne-Marie Chidzero, Présidente, AfriCap Microfinance Investment Company, Afrique du Sud

Henri Dommel, Directeur, Unité de finance inclusive, Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU), États-Unis

Youssef Fawaz, Directeur général, Al Majmoua, Liban

Helene D. Gayle, Présidente et Directrice générale, CARE USA, États-Unis

Essma Ben Hamida, Directrice générale, ENDA Inter-Arabe, Tunisie

Webby Mate, Secrétaire général, Association of Microfinance Institutions of Zambia (AMIZ), Zambie

Youssou N'Dour, Président, Birima S.A.

André Nkusu Zinkatu, Directeur général, Regroupement des Institutions du Système de Financement Décentralisé du Congo (RIFIDEC), République Démocratique du Congo

Chief Bisi Ogunleye, Présidente, Country Women's Association of Nigeria (COWAN), Nigeria

Alex Pollock, Directeur du service de microfinance, United Nations Relief and Works Agency (UNRWA), Gaza

Daouda Sawadogo, Directeur général, Fédération des Caisses Populaires du Burkina (FCPB), Burkina Faso

Annexe 5 : Comité d'accueil national (National Host Committee)

Ingrid Munro, Fondatrice, Jamii Bora Trust et Jamii Bora Bank

Ken Kinyua, Directeur général, Jitegemee Trust

Papius Muhindi, Directeur du risque, Equity Bank

Carol Mulwa, Manager, Oiko Credit

John Kariuki, Directeur général, AAR Credit Services

Rose Wanjohi, Directrice générale, Kenya Ecof

Aleke Dondo, Directeur général, K-Rep Development Agency

Luke Kinoti, Directeur général, Fusion Capital

Laban Omangi, Directeur du microcrédit, Barclays Bank

Jackson Wango'mbe, Manager général, Pamoja Women Development Program (PAWDEP)

Benjamin Nkungi, Directeur général, Association of Microfinance Institutions of Kenya (AMFI)

Sam Deya, Directeur général, ADOK TIMO

Rapport-Gratuit.com

Annexe 6

Agenda du Sommet Régional du Microcrédit
pour l'Afrique et le Moyen-Orient

7 au 10 avril 2010
Nairobi, Kenya

Africa – Middle East Regional Microcredit Summit
April 7-10, 2010 – Nairobi, Kenya
Program (as of March 30, 2010)*

April 6, 2010 – Pre-Summit

9:00 – 17:00 Field Visits (including lunch) **

April 7, 2010 – Day 1

9:00 – 10:30 Plenary Session

Breakthroughs in Using Micro-saving and Microcredit to Better End Poverty: A Vision for the Future of Microfinance in Africa and the Middle East
Room: Tsavo Ballroom - Translated session: English & French

Chair: Mr. Janamitra Devan, Vice President & Head of Network, Financial & Private Sector Development, World Bank-IFC, World Bank Group, USA

Panelist: Mr. Fazle Hasan Abed, Founder and Chairperson, BRAC, Bangladesh

Panelist: Ms. Ingrid Munro, Founder and Managing Trustee, Jamii Bora Bank, Kenya

10:30 – 11:00 Break

11:00 – 13:30

Opening Ceremony

Room: Tsavo Ballroom – Ceremony translated: English & French

His Excellency President Mwai Kibaki of Kenya

Her Majesty Queen Sofia of Spain

Her Royal Highness Princess Máxima of The Netherlands

Professor Muhammad Yunus, Nobel Peace Laureate and Managing Director of Grameen Bank

Ms. Lydia Koros, Chairperson, Association of Microfinance Institutions of Kenya

Mr. Kamal Budhabhatti, CEO, Craft Silicon

Mr. Sam Daley-Harris, Director, Microcredit Summit Campaign

13:30 – 13:45 Break

13:45 – 15:30 Lunch

15:30 – 16:00 Break

16:00 – 17:30 Workshop Sessions

- 1. A Deeper Look at Programs that Work with the Ultra-Poor, Including Youth and People with Disabilities**

Room: Tsavo A - Translated session: English & French

Chair: Mr. Mohammed Khaled, Middle East & North Africa (MENA) Regional Representative, CGAP, Palestine

Panelist: Ms. Janet Bett, Manager, Tumaini Department, Jamii Bora Bank, Kenya

Panelist: Ms. Yctnayot Girmaw Bezabih, Deputy Chief of Party, CARE Ethiopia, Ethiopia

Panelist: Mr. Imran Matin, Deputy Executive Director International Programs, BRAC, Bangladesh

Africa – Middle East Regional Microcredit Summit
April 7-10, 2010 – Nairobi, Kenya
Program (as of March 30, 2010)*

2. Innovations in Information Technology that Work for the Clients and for MFIs
Room: Tsavo B

Chair and Panelist: Mr. Kamal Budhabhatti, CEO, Craft Silicon, Kenya
Panelist: Mr. George Conard, Executive Director, Technology for Microfinance, Grameen Foundation, USA
Panelist: Mr. Murray Gardiner, Manager, Microfinance & Community Banking, Temenos, UK
Panelist: Mr. Mohamed Rashid Kola, Consultant, IBM, South Africa
Panelist: Mr. Eamon Scullin, CEO, Fern Software, UK

3. What is a Regulatory Environment that Truly Works for MFIs, their Clients, and the End of Poverty?
Room: Lenana Hall - Translated session: English & French

Chair and Panelist: Prof. Njuguna Ndung'u, Governor, Central Bank of Kenya
Panelist: Mr. David Cracknell, Africa Director, MicroSave, Kenya
Panelist: Mr. Kimanathi Mutua, Managing Director, K-Rep Bank Ltd, Kenya

4. Transparency in Interest Rate Pricing and Other Efforts Toward Consumer Protection
Room: Aberdare Hall - Translated session: English & French

Chair and Panelist: Mr. Chuck Waterfield, President & CEO, MFTransparency, USA
Panelist: Mr. Fabian Kasi, CEO, FINCA Uganda Ltd, Uganda
Panelist: Ms. Bilha Maina, Project Manager for Financial Education and Consumer Protection, Financial Sector Deepening Kenya, Kenya
Panelist: Ms. Robin Ratcliffe, Director, The Smart Campaign, Center for Financial Inclusion, ACCION International, USA

5. Using Tools to Measure Movement Above the US\$ 1 a Day Threshold
Room: Impala/Lake Turkana

Chair and Panelist: Ms. Camilla Nestor, Vice President, Microfinance, Grameen Foundation, USA
Panelist: Ms. Caterina Giordano, Africa Regional Manager, MicroFinanza Rating, Kenya
Panelist: Ms. Ging Ledesma, Manager of Social Performance, Oikocredit, The Netherlands
Panelist: Ms. Refilwe Mokoena, Research & Development Manager, Small Enterprise Foundation (SEF), South Africa

17:30 – 17:45 **Break**

17:45 – 18:45 **Associated Sessions**

1. ASA, Forbes' Top Rated MFI in the World: Current Activities and Future Plans in Africa

Room: Impala/Lake Turkana
Organized by ASA International

Mr. Md. Enamul Haque, COO, ASA International, Bangladesh



Africa – Middle East Regional Microcredit Summit
April 7-10, 2010 – Nairobi, Kenya
Program (as of March 30, 2010)*

2. **Microfinance on the White Screen: How to Effectively Communicate Your Clients Stories in Film**
Room: Aberdare Hall
Organized by Mikrofinanshuset, The Nordic House of Microfinance

Mr. Sam Mendelson, Microfinance Consultant, The Nordic House of Microfinance, Sweden

3. **Bridging the Gap Between Capital Markets and Microfinance Institutions**
Room: Tsavo B
Organized by BlueOrchard Finance S.A.

Mr. Jean-Pierre Klumpp, CEO, BlueOrchard Finance S.A., Switzerland

Mr. Jean-Philippe de Schrevel, Founder & CEO, Bamboo Finance / BlueOrchard, Switzerland

4. **Remittances, Microfinance and Development: INAFI Members Responses**
Room: Tsavo A
Organized by the International Network of Alternative Financial Institutions (INAFI)

Ms. Leila Rispens Noel, Senior Advisory, INAFI International, Senegal

5. **Announcing the New Microfinance Reporting Standards: What You Need to Know**
Room: Lenana Hall
Organized by The SEEP Network

Ms. Jennifer Vasquez, Director, Member Affairs and Global Communications, The SEEP Network, USA

Mr. David Baguma, Executive Director, Association of Microfinance Institutions of Uganda (AMFIU), Uganda

Ms. Julie Earne, Investment Officer, IFC Microfinance, Kenya

Mr. Mohammed Khaled, Middle East & North Africa (MENA) Regional Representative, CGAP, Palestine

Ms. Audrey Linthorst, Africa Analyst, Microfinance Information Exchange Inc (MIX), USA

6. **Microfinance and The Next Generation: How to Harness Their Potential**
Room: Shimba Hills
Organized by MFI Connect

Mr. Zach Ingrasci, Content Manager, MFICConnect, USA

Mr. Haley Priebe, Vice President, MFICConnect, USA

Mr. Alex Simon, Director of Special Projects, MFICConnect, USA

Mr. Chris Temple, President, MFICConnect, USA

Africa – Middle East Regional Microcredit Summit
April 7-10, 2010 – Nairobi, Kenya
Program (as of March 30, 2010)*

April 8, 2010 – Day 2

9:00 – 10:30

Plenary Session

Using Microfinance to Improve the Environment and Agriculture: Ensuring Sustainable Livelihoods in Africa and the Middle East
Room: Tsavo Ballroom - Translated session: English & French

Remarks by Mr. William J. Mills, CEO, Europe, Middle East, and Africa, Citigroup

Chair: Mr. Pete Ondeng, Director, Africa Operations, MYC4, Kenya

Panelist: Mr. Fazle Hasan Abed, Founder and Chairperson, BRAC, Bangladesh

Panelist: Mr. Wolday Amha, Executive Director, Association of Ethiopian Microfinance Institution (AEMFI), Ethiopia

Panelist: Prof. Elijah K. Biamah, Environmental and Water Systems Engineer and Chairman/Head of Department of Environmental & Biosystems Engineering, University of Nairobi, Kenya

10:30 – 10:45

Break

10:45 – 12:15

Workshop Sessions

- 1. What is the Cutting Edge for Microfinance in Rural Areas and Arid and Semi-Arid Land?**
Room: Tsavo A - Translated session: English & French

Chair and Panelist: Mr. Wolday Amha, Executive Director, Association of Ethiopian Microfinance Institution (AEMFI), Ethiopia

Panelist: Mr. Issa Barro, Independent Consultant, Senegal

Panelist: Mr. Mwangi Gitthaiga, Managing Director, Kenya Women Finance Trust (KWFT), Kenya

Panelist: Mr. John de Wit, Founder and Managing Director, Small Enterprise Foundation (SEF), South Africa

- 2. Microcredit and Crop Agriculture: New Technologies and Other Innovations to Address Food Insecurity Among the Poor**
Room: Tsavo B

Chair and Panelist: Mr. Shadreck Mapfumo, Vice President, MicroEnsure, South Africa

Panelist: Mr. John Kihia, Country Director – Kenya, KickStart International, Kenya

Panelist: Mr. Michael Njuguna, Director Finance & Business Development, Africa Harvest Biotech Foundation International (AHBFI), Kenya

- 3. Sustainable Environment: Using Microfinance and People's Own Initiatives to Propel Investment in Renewable Energy, Water, and Sanitation**
Room: Lenana Hall - Translated session: English & French

Chair: Ms. Rose Wanjohi, CEO, Kenya ECLOF, Kenya

Panelist: Mr. Ziad Al Refai, Executive Director, Jordan Micro Credit Company "Tamweelcom", Jordan

Panelist: Mr. Tamim Islam, Director of Development, Grameen Trust, Bangladesh

Panelist: Mr. Abser Kamal, Managing Director, Grameen Shakti, Bangladesh

Panelist: Mr. David Kuria, CEO, Ecotact Limited, Kenya

Panelist: Mr. Patrick Lumumba, East Africa Watercredit Program Officer, Water.org, Kenya

Africa – Middle East Regional Microcredit Summit
April 7-10, 2010 – Nairobi, Kenya
Program (as of March 30, 2010)*

4. What is Needed to Have Wholesale/Autonomous Microfinance Funds Work in Africa and the Middle East?

Room: Aberdare Hall - Translated session: English & French

Chair: Mr. Praful Patel, President, Centennial Africa & Middle East, USA

Panelist: Dr. Quazi Mesbahuddin Ahmed, Managing Director, Palli Karma-Sabayak Foundation (PKSF), Bangladesh

Panelist: Mr. David Ferrand, Director, Financial Sector Deepening (FSD Kenya), Kenya

Panelist: Ms. Marilou Uy, Sector Director, World Bank, USA

5. Mobile Banking: What is the Cutting Edge?

Room: Impala/Lake Turkana

Chair and Panelist: Mr. Arnaud Ventura, Founder, and Group CEO, PlaNet Finance, France

Panelist: Mr. John Mwara Kibochi, Managing Director, Paulu, Kenya

Panelist: Mr. Joseck Luminzu Mudiri, Senior Manager M-PESA Business Development, Safaricom Limited, Kenya

Panelist: Mr. Emmanuel Paul, MFI Business Development Director, Creova, France

Panelist: Mr. Adam J. Sorensen, Microfinance Specialist, Genesis Analytics, South Africa

12:15 – 13:45

Lunch

13:45 – 15:15

Plenary Session

Microfinance for the Urban Poor: Building Better Lives and Sustainable Urban Areas

Room: Tsavo Ballroom - Translated session: English & French

Remarks by Former Peruvian President, Mr. Alejandro Toledo

Chair: Mr. Robert Annibale, Global Director, Citi Microfinance and Community Relations

Panelist: Ms. Liz Case, Chief Operations Consultant, UN-HABITAT, Kenya

Panelist: Ms. Ingrid Munro, Founder and Managing Trustee, Jamii Bora Bank, Kenya

Panelist: Mr. Robert Ogunde, Master Trainer – National Coach, Street Kids International, Kenya

15:15 – 15:30

Break

15:30 – 17:00

Workshops Sessions

1. Microfinance for Livelihoods in Urban Slums

Room: Tsavo B

Chair: Ms. Julia Assaad, General Manager, Grameen-Jameel Pan-Arab Microfinance Ltd, United Arab Emirates

Panelist: Mr. Michael Assibu, Administrator and Human Resources Manager, ASA Ghana, Ghana

Panelist: Mr. Issa Ngwegwe, Credit Manager, FINCA Tanzania, Tanzania

Panelist: Mr. Robert Ogunde, Master Trainer – National Coach, Street Kids International, Kenya

Panelist: Ms. Susan Saiyori, National Outreach Manager, Jamii Bora Kenya Ltd, Kenya

2. Microfinance and Urban Development: Slum Improvements and New Settlements

Room: Impala/Lake Turkana

Africa – Middle East Regional Microcredit Summit
April 7-10, 2010 – Nairobi, Kenya
Program (as of March 30, 2010)*

Chair: Hon. Joseph W. N. Nyagah, EGH, MP, Minister, Ministry of Cooperative Development & Marketing, Kenya

Panelist: Ms. Liz Case, Chief Operations Consultant, UN-HABITAT, Kenya

Panelist: Mr. Ezekiel A. Esipisu, Regional Director East Africa and Middle East, Habitat for Humanity International, South Africa

Panelist: Mr. Patrick Kelley, Director of International Housing Finance, Habitat for Humanity International, USA

3. What is the Cutting Edge in Managing and Measuring Social Performance?

Room: Tsavo A - Translated session: English & French

Sponsored by the Ford Foundation

Chair and Panelist: Mr. Christian Loupeda, Director Imp-Act Consortium, Freedom from Hunger, USA

Panelist: Ms. Ging Ledesma, Manager of Social Performance, Oikocredit, The Netherlands

Panelist: Ms. Refilwe Mokocna, Research & Development Manager, Small Enterprise Foundation (SEF), South Africa

Panelist: Mr. Abebual Zerihun Demilew, Research Manager, BRAC, Uganda

4. Encouraging Microsavings: How Do We Make It Happen?

Room: Lenana Hall - Translated session: English & French

Sponsored by CARE and World Savings Banks Institute (WSBI)

Co-chair: Ms. Lauren Hendricks, Executive Director, Access Africa, CARE USA, Tanzania

Co-chair: Mr. Chris De Noose, Managing Director, World Savings Banks Institute (WSBI), Belgium

Panelist: Ms. Judith Aguga Acon, Team Leader, Economic Rights and Livelihoods, CARE Uganda, Uganda

Panelist: Ms. Nyambura Koigi, Managing Director, Kenya Post Office Savings Bank, Kenya

Panelist: Prof. S.M. Huzzatul Islam Latifce, Managing Director, Grameen Trust, Bangladesh

Panelist: Ms. Bisi Ogunleye, National Coordinator & Executive Director, Country Women's Association of Nigeria (COWAN), Nigeria

Panelist: Mr. Soumaila Sogoba, Director Technical Unit, Saving For Change, Oxfam America, Mali

5. Obtaining Funds from New Financial Instruments and Mechanisms for Commercial and Emerging MFIs: From Funds to the Web

Room: Aberdare Hall - Translated session: English & French

Chair and Panelist: Mr. Robert Annibale, Global Director of Microfinance, Citi Microfinance, UK

Panelist: Ms. Anne-Marie Chidzero, Chair, AfriCap Microfinance Investment Company, Mauritius

Panelist: Mr. Jean-Pierre Klumpp, CEO, BlueOrchard Finance S.A., Switzerland

Panelist: Ms. Lydia Koros, Chairperson, Association of Microfinance Institutions of Kenya (AMFI), Kenya

Panelist: Ms. Ayesha Wagle, Senior Vice-President, MicroCredit Enterprises, USA

17:00-17:15

Break

17:15-18:15

Associated Sessions

1. Using the Internet as a Fundraising Platform: Successes and Challenges

Room: Lenana Hall

Organized by Kiva

Africa – Middle East Regional Microcredit Summit
April 7-10, 2010 – Nairobi, Kenya
Program (as of March 30, 2010)*

Ms. Michelle Kreger, Regional Director, Kiva, USA
Mr. David Kitusa, Regional Representative, Kiva, Kenya
Mr. Peter Mugendi, Executive Director (Acting), KADET, Kenya
Mr. Godwin Ehigiamusoc, Executive Director, Lift Above Poverty Organization (LAPO), Nigeria
Ms. Rachel Brooks, Kiva Lender, Kenya

2. **Youth-Inclusive Financial Services: The State of the Practice, the Vision of the Future, and How We are Getting There**
Room: Tsavo A
Organized by Making Cents International

Ms. Rathi Mani, Making Cents International, USA
Ms. Anathalie Mukankusi, Catholic Relief Services (CRS), Rwanda

3. **Measuring Access: Making Financial Markets Work for the Poor**
Room: Tsavo B
Organized by FinMark Trust

Mr. Rashid Ahmed, Senior Manager, FinMark Trust, South Africa
Ms. Irma Grundling, FinScope Senior Analyst, FinMark Trust, South Africa

4. **Screening of the Film "To Catch a Dollar: Muhammad Yunus Banks on America"**
Room: Aberdare Hall – 17:15-18:45
Organized by Aerial Productions

Ms. Gayle Ferraro, Director/Producer, Aerial Productions, USA
Prof. Muhammad Yunus, Managing Director, Grameen Bank, Bangladesh

5. **Microfinance Banks Comprehensive Approach: The AGFUND Model**
Room: Impala/Lake Turkana
Organized by AGFUND

Mr. Mohammed Allei, General Manager, Al Amal Bank, Yemen
Mr. Nasser Kahtani, Executive Director, AGFUND, Saudi Arabia
Mr. Bassem Kanfar, General Manager, National Microfinance Bank, Jordan
Mr. Mohammed Khaled, Middle East & North Africa (MENA) Regional Representative, CGAP, Palestine

April 9, 2010 – Day 3

9:00 – 10:30

Plenary Session

Using Microfinance as a Platform to Achieve Breakthroughs in Health and Well-Being for People in Africa and the Middle East

Room: Tsavo Ballroom - Translated session: English & French

Chair: Dr. Helene D. Gayle, President and CEO, CARE, USA

Panlist: Mr. Alex Counts, President, Grameen Foundation, USA

Panlist: Mr. Christopher Dunford, President, Freedom from Hunger, USA

Panlist: Ms. Lufuno Muvhango, Director, Intervention with Microfinance for AIDS and Gender Equity (IMAGE) Program, Small Enterprise Foundation (SEF), South Africa

Africa – Middle East Regional Microcredit Summit
April 7-10, 2010 – Nairobi, Kenya
Program (as of March 30, 2010)*

10:30 – 10:45

Break

10:45 – 12:15

Workshops Sessions

1. Effective Micro-Insurance and Micro Health Insurance Programs to Reduce Vulnerability

Room: Tsavo B

Chair and Panelist: Mr. Richard Leftley, CEO, MicroEnsure, USA

Panelist: Mr. Yoseph Aseffa, Chief Technical Advisor, Microinsurance, International Labour Organization (ILO), Ethiopia

Panelist: Mr. Nelson Kuria, Managing Director, Co-operative Insurance Company of Kenya Limited (CIC), Kenya

Panelist: Ms. Jane Ngoiri, Promoter, Jamii Bora, Kenya

2. Why Integrating Microfinance, Health Education, and Other Forms of Health Protection is Good for Your Clients and Good for Your MFI

Room: Tsavo A - Translated session: English & French

Sponsored by Johnson & Johnson

Chair and Panelist: Mr. Christopher Dunford, President, Freedom from Hunger, USA

Panelist: Dr. Mahamadi Cissé, Regional MAHP Manager—West Africa, Freedom from Hunger, Burkina Faso

Panelist: Dr. D.S.K. Rao, Regional Organiser for Asia-Pacific, Microcredit Summit Campaign, India

Panelist: Mr. Daouda Sawadogo, Director, Fédération des Caisses Populaires du Burkina (FCPB) Burkina Faso

3. Successes in Inclusion of People Affected with HIV and AIDS: How to Make Sure that No One is Left Out

Room: Impala/Lake Turkana

Chair: Mr. Mathew Macharia, General Manager, K-Rep Development Agency, Kenya

Panelist: Ms. Lufuno Muvhango, Project Manager, Intervention with Microfinance for AIDS and Gender Equity (IMAGE) Program, Small Enterprise Foundation (SEF), South Africa

Panelist: Mr. Kakono Tafirenyika, SEAD Program Coordinator, CARE Zimbabwe, Zimbabwe

Panelist: Ms. Stella Tungaraza, Microfinance Advisor, Plan International Tanzania, Tanzania

4. Using Microfinance and Other Social Businesses to Speed Up the End of Poverty

Room: Lenana Hall - Translated session: English & French

Chair and Panelist: Prof. Muhammad Yunus, Managing Director, Grameen Bank, Bangladesh

Panelist: Mr. Hans Reitz, Founder and Executive Director, Grameen Creative Lab, Germany

Panelist: Mr. Jean-Philippe de Schrevel, Founder & CEO, Bamboo Finance / BlueOrchard, Switzerland

5. Building on the Strength of Women in Africa and the Middle East: Innovations from the Region

Room: Aberdare Hall - Translated session: English & French

Chair and Panelist: Dr. Jennifer N. Riria, CEO, Kenya Women Finance Trust (KWIFT), Kenya

Panelist: Ms. Essma Ben Hamida, Executive Director, enda inter-arabe, Tunisia

Panelist: Ms. Aïda Mandiang, Regional Program Coordinator, Tostan, Senegal

Africa – Middle East Regional Microcredit Summit

April 7-10, 2010 – Nairobi, Kenya

Program (as of March 30, 2010)*

Panelist: Ms. Mary Wangari Wamaci, Director of Corporate Strategy & Company Secretary, Equity Bank, Kenya

12:15 – 13:45

Lunch

13:45 – 15:15

Plenary Session

Institutional Action Plan Presented

Room: Tsavo Ballroom - Translated session: English & French

Chair: Mr. Nasser Al-Kahtani, Executive Director, Arab Gulf Program for United Nations Development Organizations (AGFUND), Saudi Arabia

Panelist: Mr. Godwin Ehigiamusoc, Executive Director, Lift Above Poverty Organization (LAPO), Nigeria

Panelist: Mr. James Mwangi, Managing Director & CEO, Equity Bank, Kenya

15:15 – 15:30

Break

15:30 – 17:00

Plenary Session

Using Microfinance as a Tool for Building Peace

Room: Tsavo Ballroom - Translated session: English & French

Chair: Mr. Aeneas Chuma, UN Resident & Humanitarian Coordinator in Kenya, Resident Representative - United Nations Development Program (UNDP), Kenya

Panelist: Ms. Florence Simbiri-Jaoko, Chairperson, Kenya National Commission on Human Rights, Kenya

Panelist: Prof. Muhammad Yunus, Managing Director, Grameen Bank, Bangladesh

Panelist: Mr. Tambwe wa Tambwe Musangelu, Executive Director, Diku Dilenga, DR Congo

Panelist: Prof. Ndioro Ndiaye, President, Alliance for Migration, Leadership and Development (AMLD), Senegal

17:00 – 17:15

Break

17:15 – 18:45

Workshops Sessions

1. Microfinance in Post Conflict and Post Disaster Situations

Room: Tsavo A - Translated session: English & French

Sponsored by Microfinance Investment Support Facility for Afghanistan (MISFA)

Chair and Panelist: Prof. Ndioro Ndiaye, President, Alliance for Migration, Leadership and Development (AMLD), Senegal

Panelist: Ms. Emily Guegbeh Peal, CEO, Foundation for Women, Liberia

Panelist: Mr. Tambwe wa Tambwe Musangelu, Executive Director, Diku Dilenga, DR Congo

Panelist: Mr. Najibullah Samim, CEO, Microfinance Agency for Development and Rehabilitation of Afghan Communities (MADRAC), Afghanistan

Panelist: Mr. Alex Pollock, Director of Microfinance Department, United Nations Relief and Works Agency (UNRWA), occupied Palestinian territory

2. Creating Sustainable Livelihoods for Youth in order to Prevent Destructive Behaviors and Assist Them in Fulfilling Their Potential

Room: Impala/Lake Turkana

Panelist: Dr. Wahome Gakuru, Director - Marketing, Policy & Advocacy, Equity Bank, Kenya

Panelist: Ms. Barbara Mirembe, Manager, Training & Material Development, BRAC Uganda, Uganda

Africa – Middle East Regional Microcredit Summit
April 7-10, 2010 – Nairobi, Kenya
Program (as of March 30, 2010)*

Panelist: Mr. Thomas Thiong'o, Manager Special Projects/Head Levuka Program, Jamii Bora, Kenya

Panelist: Mr. Hopewell Zheke, Project Manager – STRIVE/OVC, Catholic Relief Services Zimbabwe, Zimbabwe

3. Challenges to the Field and Solutions: Financial Crisis, Over-Indebtedness, Client Retention, and Mission Drift

Room: Tsavo B

Chair and Panelist: Ms. Lydia Koros, Chairperson, Association of Microfinance Institutions of Kenya (AMFI), Kenya

Panelist: Ms. Anne-Marie Chidzero, Chair, AfriCap Microfinance Investment Company, Mauritius

Panelist: Mr. Youssef Fawaz, Executive Director, Al Majmoua, Lebanon

Panelist: Mr. Arnaud Ventura, Founder, and Group CEO, PlaNet Finance, France

Panelist: Mr. John de Wit, Founder and Managing Director, Small Enterprise Foundation (SEF), South Africa

4. Best Practices for National and Regional Microfinance Networks

Room: Lenana Hall - Translated session: English & French

Chair and Panelist: Ms. Anne Mutahi, Managing Director, Soko Letu Ltd, Former Chair, AMFI, Kenya

Panelist: Mr. David O. Andah, Executive Secretary, Ghana Microfinance Institutions Network (GHAMFIN), Ghana

Panelist: Mr. Davy Serge Azakpame, Executive Director, Africa Microfinance Network (AFMIN), Benin

Panelist: Ms. Soukeyna Ndiaye Ba, Director, International Network of Alternative Financial Institutions (INAFI), Senegal

Panelist: Mr. David Baguma, Executive Director, Association of Microfinance Institutions of Uganda (AMFIU), Uganda

5. Process of Designing and Implementing a National Strategy for Financial Inclusion: Challenges and Lessons Learned

Room: Aberdare Hall - Translated session: English & French

Chair and Panelist: Mr. Makarimi Adechoubou, Head of the Regional Office for Southern and East Africa, Inclusive Finance Senior Technical Advisor, United Nations Capital Development Fund (UNCDF), South Africa

Panelist: Ms. Angelique Kantengwa, Senior Director Financial Stability, National Bank of Rwanda, Rwanda

Panelist: Mr. Tafsir Amadou Mbaye, National Director Microfinance, Microfinance Direction Ministry, Senegal

Panelist: Dr. Fodé Ndiaye, Head of the Regional Office West and Central Africa, Inclusive Finance Senior Technical Advisor, United Nations Capital Development Fund (UNCDF), Senegal

18:45 – 19:00

Break

19:00 – 20:00

Associated Sessions

1. Creating a Platform for Ownership by the Poor: The African Traditional Rural Banking Model

Room: Impala/Lake Turkana

Organized by the Country Women Association of Nigeria (COWAN)

Mr. Akin Akintola, Executive Director, Community Development Foundation (CDF), Nigeria

Africa – Middle East Regional Microcredit Summit
April 7-10, 2010 – Nairobi, Kenya
Program (as of March 30, 2010)*

Ms. Bisi Ogunleye, National Coordinator & Executive Director, Country Women's Association of Nigeria (COWAN), Nigeria

2. Business Training for and by Entrepreneurs: The Example of Jamii Bora Trust and Microfinance without Borders

Room: Tsavo A

Organized by Microfinance without Borders

Ms. Ruth Mwangi, Mr. Geoffrey Mshindi, Ms. Fatuma Umi, Ms. Ceacilia Mutia, Trainers and Entrepreneurs, Jamii Bora Bank, Kenya

Mr. Andrew Otieno, Branch Manager, Jamii Bora Bank, Kenya

Dr. Phyllis SantaMaria, Director, Microfinance without Borders, United Kingdom

Mr. Mike Turungi, Branch Manager, Jamii Bora Bank, Kenya

3. Best Practices of Implementing Microcredit Programs for Poverty Alleviation: Grameen in Africa and the Middle-East

Room: Lenana Hall

Organized by Grameen Trust

Prof. Muhammad Yunus, Managing Director, Grameen Bank, Bangladesh

Prof. Aziz Akgul, CEO, Turkish Grameen Microcredit Project, Turkey

Mr. Alex Counts, President, Grameen Foundation, USA

Mr. Godwin Ehigiamusoe, Executive Director, Lift Above Poverty Organization (LAPO), Nigeria

Dr. Atel Elshabrawy, CEO, Family Bank, Bahrain

Mr. Vidar Jorgensen, President, Grameen America Inc, USA

Ms. Olivia Kayongo, CEO, Micro Credit Development Trust (MCDT), Uganda

Prof. S.M. Huzzatul Islam Latifce, Managing Director, Grameen Trust, Bangladesh

Ms. Grace Nkuwa, CEO, Micro Banker Trust (MBT), Zambia

Mr. Jean-Luc Perron, Managing Director, Grameen Credit Agricole Microfinance Foundation, France

Mr. Hans Reitz, Founder and Executive Director, Grameen Creative Lab, Germany

Mr. Philip Sansone, President and Executive Director, Whole Planet Foundation, USA

4. Microcredit and Microfranchise in Rural Kenya: Creating Successful Linkages

Room: Tsavo B

Organized by RESULTS/RESULTS Educational Fund

Mr. Adet Kachi, CEO, Yehu Microfinance Mombasa, Kenya

Mr. Louis Pope, Founder, Yehu Microfinance and Coast Coconut Farms, Kenya / President, US Synthetic, USA

Mr. Bob Sample, Colorado State Coordinator, RESULTS, USA

5. The Psychological Side of Microcredit

Room: Aberdare Hall

Organized by the Microfinance International Observatory at the Bologna University (MIO)

Prof. Luisa Brunori, Director, Microfinance International Observatory, Bologna University, Italy

Africa – Middle East Regional Microcredit Summit
April 7-10, 2010 – Nairobi, Kenya
Program (as of March 30, 2010)*

April 10, 2010 – Day 4

9:00 – 17:00 Field Visits (including lunch) **

9:00 – 16:00 Day-Long Courses (including lunch from 12:00 to 13:30) **

1. **Learning to Cost-Effectively Assess and Manage Social Performance**
Room: Impala/Lake Turkana

Mr. Christian Loupeda, Director Imp-Act Consortium, Freedom from Hunger, USA

2. **Learning to Plan for Institutional Financial Self-Sufficiency While Reaching the Poorest Families**
Room: Shimba Hills

Ms. Beatrice Sabana, Microfinance Consultant, RUPIA MicroCredit Ltd, Kenya

3. **Learning to Reach the Urban and Rural Ultra-Poor with Microfinance**
Room: Tsavo A

Mr. Jacob Muli, Head of Business School, Jamii Bora, Kenya

4. **Obtaining Funds from New Financial Instruments and New Tools for Managing Assets and Liabilities**
Room: Aberdare Hall

Part 1:

Ms. Anne-Lucie Lafourcade, Investment Analyst, BlueOrchard Finance S.A., Switzerland

Mr. Matteo Marinelli, Investment Analyst, BlueOrchard Finance S.A., Switzerland

Part 2:

Mr. Howard Brady, President and CEO, MFI Resources, USA

Mr. Brian Cox, Executive Director, MFX Solutions, USA

Ms. Sonia Mukhi, Senior Analyst, MFX Solutions, USA

5. **Establishing an Appropriate Legal and Regulatory Environment for Microfinance Institutions: A Session for Policy Makers and Practitioners**
Room: VIP Lounge

Mr. Peter Gikanga, Microfinance Analyst, Central Bank of Kenya, Kenya

Ms. Evelyn Kilonzo, Microfinance Analyst, Central Bank of Kenya, Kenya

Mr. Timothy Kimutai, Manager Microfinance, Central Bank of Kenya, Kenya

Dr. Shem Ouma, Project Manager, Central Bank of Kenya, Kenya

6. **Why Offer Integrated Microfinance and Health Services: An Introduction to Health Education, Health Financing, Healthcare Linkages and Health Microinsurance**
Room: Lenana Hall

Dr. Mahamadi Cissé, Regional MAHP Manager—West Africa, Freedom from Hunger, Burkina Faso

Ms. Myka Reinsch Sinclair, Vice President, Programs, Freedom from Hunger, USA



Africa – Middle East Regional Microcredit Summit
April 7-10, 2010 – Nairobi, Kenya
Program (as of March 30, 2010)*

7. **Cutting Edge Management Information Systems (MIS)**
Room: Amphitheater

8. **Entering the Field: Learning the Basics of Starting a Microfinance Program**
Room: Tsavo B

Mr. Jeff Ashe, Director, Community Finance, Oxfam America, USA

Mr. Soumaïla Sogoba, Directrice d'Unité Technique, Saving for Change, Oxfam America, Mali

19:30 – 22:00

Closing Ceremony & Dinner

Mr. Ade Ayeyemi, CEO East Africa and Citi Country Officer, Kenya

Ms. Lydia Koros, Chairperson, Association of Microfinance Institutions of Kenya (AMFI), Kenya

Mr. James Mwangi, CEO, Equity Bank, Kenya

April 11, 2010 – Post Summit

9:00 – 17:00

Field Visits (including lunch) **

** The detailed agenda is subject to change. Please check back regularly for program updates, including confirmed panelists and chairs.*

*** These events require separate registration.*



D0186645 9

2

